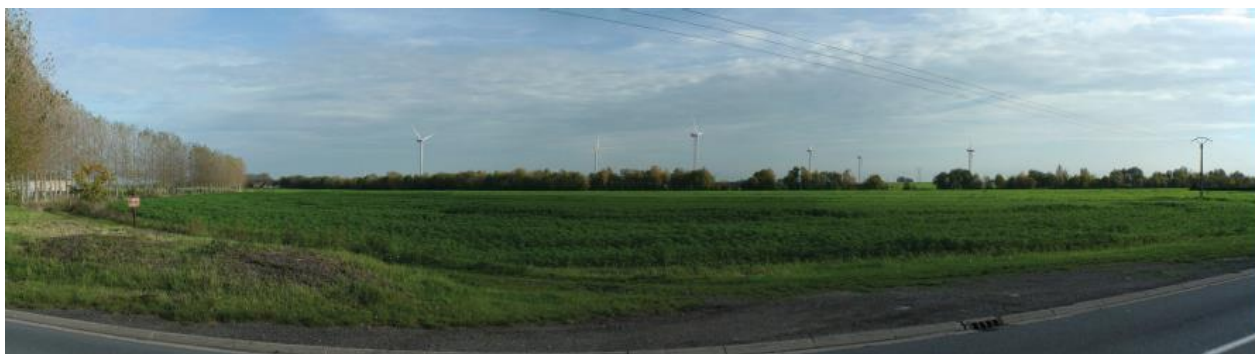


DEPARTEMENT DU NORD
Arrondissements de Douai et Valenciennes

Communes de MONCHECOURT – AUBERCHICOURT et EMERCHICOURT

**Enquête publique du 18 novembre au 18 décembre 2020
relative à la demande d'autorisation d'exploiter le parc
éolien d'Ostrevent par la société Les Vents du Douaisis**



Dossier comprenant quatre parties

- 1 – Rapport portant sur l'enquête publique**
- 2 – Pièces complémentaires au rapport**
- 3 – Conclusions et avis**
- 4 – Annexes**

2^{ème} partie : PIECES COMPLEMENTAIRES AU RAPPORT

2.1 : Procès-verbal de synthèse

2.2 : Mémoire en réponse

Etabli en 2 exemplaires

- Préfecture du Nord : 1 exemplaire
- Tribunal Administratif : 1 exemplaire

Hubert Derieux
Commissaire Enquêteur

Décision du TA LILLE n° 20000077/59 du 28 septembre 2020

Le 26 décembre 2020

Décision du Président du tribunal administratif du 28 septembre 2020 n° 20000077/59.
Arrêté d'ouverture d'enquête de Monsieur le Préfet du Nord en date du 16 octobre 2020.

Département du Nord

Arrondissements de Douai, Valenciennes et Cambrai

ENQUÊTE PUBLIQUE
du mercredi 18 novembre au vendredi 18 décembre 2020
relative à la
DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER LE PARC EOLIEN D'OSTREVENT
par la Société "Les Vents du Douaisis"

Procès-verbal de transmission des observations **Synthèse des observations**

Commissaire enquêteur
Hubert DERIEUX

Décision n° 20000077/59 daté du 28 septembre 2020 désignant le commissaire enquêteur.

Arrêté d'ouverture d'enquête de Monsieur le Préfet du Nord en date du 16 octobre 2020 sur la demande d'autorisation d'exploiter un parc éolien "Parc éolien d'Ostrevent" par la Société Les Vents du Douaisis sur les communes de Monchecourt (siège de l'enquête), Auberchicourt et Emerchicourt.

Un dossier sur support papier était à la disposition du public en mairie dans les trois communes citées ci-dessus.

Le public pouvait prendre connaissance du dossier en version numérique sur le site internet du registre numérique : <https://participation.proxiterritoires.fr/projet-eolien-d-ostrevent> ainsi que sur le site internet des services de l'état dans le Nord : <http://nord.gouv.fr/icpe-eoliennes-autorisations-2020>.

Un poste informatique était également à la disposition du public en mairie de Monchecourt et d'Auberchicourt.

Un dossier sous format numérique (clé USB) a été mis à disposition des communes situées dans le rayon d'affichage : Abscon, Aniche, Arleux, Aubencheuil-au-Bac, Aubigny-au-Bac, Bouchain, Bugnicourt, Bruille-lez-Marchiennes, Brunemont, Cantin, Ecaillon, Erchin, Erre, Escaudain, Féchain, Fressain, Fressies, Guesnain, Hem-Lenglet, Lewarde, Loffre, Marcq-en-Ostrevent, Marquette-en-Ostrevant, Masny, Mastaing, Montigny-en-Ostrevent, Paillencourt, Pecquencourt, Rieulay, Roeulx, Roucourt, Somain, Villers-au-Tertre, Wavrechain-sous-Faulx et Wasnes-au-Bac.

Pendant la période d'enquête du 18 novembre au 18 décembre 2020, un registre d'enquête a été mis à la disposition du public en mairie de ces trois communes.

Le public avait également la possibilité de s'exprimer par courrier en envoyant ses observations, propositions et contre-propositions au commissaire enquêteur, au siège de l'enquête en mairie de Monchecourt, place Maxime Béghin 59234, qui les a annexés au registre d'enquête.

Les observations et propositions du public pouvaient également être formulées :

- Par voie électronique sur le registre numérique pendant la durée de l'enquête à l'adresse suivante : <https://participation.proxiterritoires.fr/projet-eolien-d-ostrevent> ou par courriel à l'adresse : projet-eolien-d-ostrevent@mail.proxiterritoires.fr
- Pendant les permanences du commissaire enquêteur présent en mairie de :
Monchecourt le mercredi 18 novembre de 9h à 12h, le samedi 12 décembre de 9h à 12h et le vendredi 18 décembre 2020 de 15 à 18h.
Auberchicourt le mardi 24 novembre de 9h à 12h et le mercredi 2 décembre 2020 de 15h à 18h.
Emerchicourt le vendredi 27 novembre de 9h à 12h et le samedi 5 décembre 2020 de 8h30 à 11h30.

L'ensemble de ces possibilités pouvait être utilisé par la population.

A l'issue de l'enquête publique et sous huitaine, conformément l'Article R123-18 du code de l'environnement le commissaire enquêteur transmet les observations formulées, au responsable du projet : La Société "Les Vents du Douaisis" représentée par Boralex.

Article R123-18 du code de l'environnement

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à disposition du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et clos par lui. En cas de pluralité de lieux d'enquête, les registres sont transmis sans délai au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête et clos par lui.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Les contributions recueillies au cours de l'enquête ont été recensées et réunies dans le tableau ci-après. Au total, 61 contributions ont été déposées sur les différents moyens d'expression mis à la disposition du public. Elles se répartissent de la façon suivante :

- Registre dématérialisé : 18 contributions
- Registre de Monchecourt : 25 contributions
- Registre d'Auberchicourt : 10 contributions
- Registre d'Emerchicourt : 8 contributions

Une pétition regroupant 125 signatures a été déposée le dernier jour à la permanence de Monchecourt par monsieur Mathon représentant un groupement d'opposants au projet.

La répartition des observations peut se répartir de la façon suivante en fonction du domicile des requérants :

Domicile du requérant	Nombre	Favorable au projet	Défavorable au projet	Neutre
Extérieur aux trois communes	22	3	16	3
Monchecourt	12	1	11	
Auberchicourt	20	4	16	
Emerchicourt	7	1	6	
TOTAL	61	9	49	3

La répartition selon de statut des déposants :

Statut du requérant	Nombre	Favorable	Défavorable	Neutre
Elus	3	1	2	
Association-Collectif-Groupement	6		4	2
Communes-Collectivités	3		3	
Particuliers	49	8	40	1
TOTAL	61	9	49	3

Concernant la pandémie Covid 19 :

Les trois mairies ont mis en place un dispositif permettant au public de consulter le dossier en toute sécurité pendant toute la durée de l'enquête.

Les sept permanences se sont déroulées sereinement sans aucune agressivité et dans le respect total des consignes mises en place sur le plan sanitaire.

Ces conditions permettant une participation active du public le commissaire enquêteur n'a pas jugé nécessaire de prolonger l'enquête ni de provoquer une réunion publique dans la période d'enquête.

TRAITEMENT DES OBSERVATIONS

1 – Le registre dématérialisé reprenant l'ensemble des observations jusqu'à la dernière permanence.

Les contributions déposées le 18 décembre 2020 en mairie de Monchecourt lors de la dernière permanence n'y figure pas puisque le registre n'est plus consultable par le public au-delà de l'heure fixée pour la fin de l'enquête.

Les contributions reprises au tableau ci-dessous sont reportées dans l'ordre chronologique de leur arrivée tout registre confondu.

La première colonne reprend le numéro de la contribution suivi de l'indice du registre :

- **RN : registre numérique**
- **M : registre Monchecourt**
- **A : registre Auberchicourt**
- **E : registre Emerchicourt**

N°Contribution	Contributions	Réponse du pétitionnaire
1RN	Messieurs SIMONCINI, CARPENTIER, VEHANT, FOURE ont remis le 18 novembre une synthèse de réflexions d'un ensemble des habitants monchecourtois opposé à ce projet. <i>signé</i>	
Développement de la pièce jointe	Suite à l'annonce en 2019 dans l'écho municipal de janvier/février 2019 de la commune de Monchecourt, les habitants de la rue d'Emerchicourt à Monchecourt ont, à leur demande, le 6 novembre 2019 une réunion avec Monsieur le Maire, ses adjoints et Monsieur Dubois, représentant la société ECOTERA à l'origine du projet éolien, ceci afin de nous renseigner sur ce projet dont nous venions de découvrir l'existence et avoir des réponses à notre questionnement.	
	Nous avons régulièrement sollicité le maire afin d'avoir les réponses requises. Celle-ci nous ont été en partie fournies en mairie le 6 octobre 2020 par le maire et le DGS de la commune sans la présence de la société ECOTERA rachetée entre-temps par la société BORALEX. Cette réunion, en l'absence d'un représentant de la société Boralex, ne nous a pas apporté d'éléments nouveaux ni de réponses à nos questions.	
	QUESTIONS A MONSIEUR LE PREFET :	
	- Pourquoi monsieur le Maire n'a-t-il pas organisé de réunion publique destinée aux habitants les informant de ce projet ?	
	- Pourquoi a-t-on l'impression que le projet est déjà validé ?	
	- Pourquoi ne donne t-on pas d'explications techniques ?	
	- Pourquoi nous n'avons pas le droit de savoir combien de recettes vont percevoir le propriétaire terrien, la CCCO ?	

- Pourquoi avons nous un doute quant à la réalisation effective d'une étude acoustique SUR PLACE ? nous donnant les valeurs ambiantes correspondant aux valeurs gouvernementales à ne pas dépasser !	
- Pourquoi installer ces éoliennes près de canalisations de gaz et d'eau ?	
- Pourquoi deux éoliennes implantées aussi près d'une route départementale, alors qu'il est recommandé une distance de 100 mètres depuis une autoroute ?	
- Pourquoi installer 6 éoliennes sur 5 km au carré entre trois villages ? (il n'y a pas d'autres endroits avec moins d'impact sur les habitations?)	
- Pourquoi l'implantation n'est-elle pas faite en ligne afin d'éviter un tassement visuel du village (culture communication.gouv) ?	
- Pourquoi, lors de la création des premiers parcs éoliens, celles-ci sont implantées à 500 mètres des habitations pour une hauteur de 70 à 80 m, alors qu'aujourd'hui et cela fait partie d'une de nos principales inquiétudes, elles font 150 à 180 mètres de haut en bout de pale et que la distance d'éloignement n'a pas changé ! (3,75 à 4 fois la hauteur de notre église).	
- Pourquoi on ne donne pas de réponse en cas de faillite du gestionnaire du parc sur le devenir de ces installations ?	
- Pourquoi on ne sait pas qui prend en charge financièrement le démantèlement des 1 500 tonnes de béton utilisés lors de leur implantation, ainsi que des pales non recyclables (Va-t-on vers de nouveaux cimetières ?).	
- Pourquoi et quelles raisons d'installer des haies en bordure du village ? Qui prend en charge le coût de l'entretien ? Ce ne sont pas quelques arbres qui cacheront la vue de ces géants bétonnés !	
- Pourquoi et quel rapport avec la mise en place de jardinières uniquement dans une seule rue du village (la rue Pierre Bochu) ?	
- Pourquoi, du haut du terri du parc St-Roch aujourd'hui, nous avons une belle vue à 360 degrés et cela va être gâché, cela a-t-il été pris en compte ?	
- Pourquoi ne se préoccupe-t-on pas de la bio-diversité ? (Il y a du gibier, des pipistrelles, etc...) Au regard de reportages et témoignages sur l'incidence faite sur les bovins dans la presse écrite (article Voix du Nord) quel impact ? et sur l' HUMAIN ?	
- Pourquoi nous pensons que le village ne sera plus attractif par rapport aux communes environnantes (déjà une dizaine de terrains constructibles sont toujours libres depuis quelques années...). Monchecourt risque de faire partie de ces villages morts comme Vouillon dans l'Indre.	
- Pourquoi nous sommes convaincus d'avoir des décotes immobilières sur notre habitation selon la situation géographique par rapport aux éoliennes (entre 20 et 40 %) sur des biens que nous avons financés pendant une vingtaine d'années pour la plupart à des taux avoisinants les 15%, alors que ce bien peut nous servir, soit pour financer une entrée en EHPAD, soit pour d'autres coups durs de la vie afin de ne pas faire subir ces frais à nos enfants, si bien évidemment nous trouvons preneurs ?	
- Pourquoi les énergies renouvelables mais réfléchies ne sont pas l'affaire de tous plutôt que de financer ces sociétés internationales qui, de plus nous font payer l'énergie consommée sans tarif exceptionnel (double peine) ?	
- Pourquoi joindre à l'écho municipal de novembre 2020 une publicité de la société Boralex qui ne vante que les avantages du projet éolien d'Ostrevant et n'évoque pas la hauteur, les nuisances qu'auront à subir les riverains ?	
Nous préférons largement l'exploitation de panneaux solaires afin de créer son auto-consommation et de soulager les réseaux aux moments des pics de consommation française. Malheureusement, à ce jour, les aides de l'Europe, de l'Etat ou des Régions ne sont pas suffisamment conséquentes afin d'avoir un amortissement court sur l'installation de ces panneaux, qui produisent en permanence de l'énergie quelque soit le temps. Pas besoin d'attendre le vent et d'être obligé de remettre en service des centrales à charbon.	
- ENFIN et surtout Pourquoi ne pas tenir compte de l'avis DEFAVORABLE du Président de la région des Hauts de France, qui constate et déplore que notre région soit saturée par les nombreux parcs éoliens ? " TROP, C'EST TROP " avait-t-il dit. Il a fait part de sa désapprobation pour l'implantation d'un nouveau parc par courrier du 7 mars 2020 adressé à M. Michel Lalande, Préfet du Nord (Réf. : DIRRI/ACR/CAB/LC/MB-2019-005155).	
Monsieur le Préfet, Comme toutes ces questions sont restées sans réponses, et que nous devons subir ce projet, nous espérons simplement être pris en considération et vous demandons d'annuler ce projet, car la façon de faire ne reflète en aucun cas la démocratie française à laquelle nous sommes, tout comme vous, tant attachés. Ceci est la synthèse de réflexions et d'arguments d'un ensemble d'habitants de Monchecourt, opposés à ce projet.	

2M	<p>Madame Martine DELCROIX 42 rue Pierre Bochu à Monchecourt</p> <p>"M'oppose avec mon époux Claude DELCROIX à ce projet – visuel néfaste depuis mon domicile – bruit, nuisance sonore (vent) Impact sur valeur immobilière ! <i>signé</i></p>	
3A	<p>Auberchicourt 1 :Bouriez</p> <p><i>1/ AUBERCHICOURT</i></p> <p><i>- 3 -</i></p> <p>Cette enquête publique concerne le volet administratif et en quelque sorte technique du projet d'éolennes. Ce projet a pour but d'être réalisé dans le parc du Douais depuis 2015 ans. Durant laquelle des contacts auraient été pris avec les maires élus de la Commune. Si on doit suivre les études techniques etc. Tout dans cette affaire que tout est déjà fait, tout est fait, il n'y a plus qu'à aller.</p> <p>Quelques jours après la pose de la première pierre de la population au contact ! Et après on s'élève que les "petits peuples" s'élèvent par tant de "démocratie participative" elle de moins en moins voter. Des projets, d'accord, mais surtout dans des débats préalables la République française est en marche ! Et nous-mêmes du monde.</p> <p>Nos élus d'ici sont certainement experts en la matière en plus on s'élève par les perspectives financières (taxe foncière ou autre) ou les tractations payantes. Il n'est pas que la base de la chose qui leur a été présentée par BOURIEUX en tenant aussi compte de la dégradation de l'environnement communal comme à Monchecourt (on l'a vu de la majorité de la population sur le projet pharaonique de méthaniseurs a été signifié).</p> <p>Pour lors, comme en France d'éolennes le moindre souffle de vent compte. Dans nos 5 ans (durée de vie estimée d'un éolien) il sera toujours temps de les démonter sans frais de rien.</p> <p><i>Hubert DERIEUX</i> Commissaire Enquêteur</p> <p><i>le 20/11/2020</i></p> <p><i>3 11)</i></p>	
4A	Auberchicourt 2 :Mathon	

	<p><i>2. AUBERCICOURT</i></p> <p><i>3,3 Mega Watt par éolienne</i> <i>petit investissement en contrepartie en va-</i> <i>lueuses du secteur</i> <i>Cela profitera certainement plus aux</i> <i>propriétaires fonciers un rendement</i> <i>financier au dépens de l'environnement</i> <i>le choix est fait</i></p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p> <p><i>20/11/2020</i></p>	
5RN	<p>Export généré le 23/11/2020 des contributions publiées sur le Registre Numérique entre le 21/11/2020 00:00:00 et le 22/11/2020 23:59:59</p> <p>@5 - FAUVEL Vincent Date de dépôt : Le 21/11/2020 à 21h51 Lieu de dépôt : Sur le registre électronique Etat : Observation publiée Objet : CO2 Contribution : Il est fallacieux de dire que la production d'énergie issue d'une éolienne évite la production de CO2. En France presque toute notre production électrique est décarbonée et était déjà décarbonée avant l'apparition des éoliennes. En gros 80% de nucléaire (décarboné) et 15% d'hydraulique (décarbonnée) L'éolien n'évite pas la production de CO2 puisqu'on n'en produisait déjà pas à la base.</p> <p>Pièce(s) jointes(s) :</p>	
6RN	<p>@6 - FAUVEL Vincent Date de dépôt : Le 22/11/2020 à 22h55 Lieu de dépôt : Sur le registre électronique Etat : Observation non publiée Objet : questions sur éventuels conflits d'intérêt Contribution : Monsieur le commissaire enquêteur, Je me permets de vous soumettre une problématique qui me tient à coeur. L'Article R123-10 du code de l'environnement stipule: " Les commissaires enquêteurs et les membres des commissions d'enquête ont droit à une Indemnité, A LA CHARGE DU MAÎTRE D'OUVRAGE, qui comprend des vacations et le remboursement des frais qu'ils engagent pour l'accomplissement de leur mission" Article R 123-11 du code de l'environnement: Dans les huit jours qui suivent sa désignation, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut demander au président du tribunal administratif, ou au membre du tribunal qu'il délègue à cet effet, D'ORDONNER AU MAÎTRE D'OUVRAGE de verser au fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs une provision dont il définit le montant. Article R 123-12 du code de l'environnement: Il est créé un fonds, dénommé fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs, chargé de verser à ceux-ci, dans les conditions prévues par le présent chapitre, les indemnités mentionnées à l'article L. 123-14 et à l'article R. 11-6-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Le MAÎTRE D'OUVRAGE VERSE A CE FONDS LES SOMMES ET PROVISIONS DESTINÉES A COUVRIR LES INDEMNITES qui sont à sa charge en application de ces articles. Donc d'après ce que je comprends des textes, VOUS ETES PAYES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE, même si cette rémunération est encadrée par le tribunal administratif et transite par le fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs. Voici maintenant quelques extraits de votre code de déontologie (extraits des dispositions générales du code d'éthique et de déontologie de la Compagnie Nationale des Commissaire Enquêteurs: INDEPENDANCE 9- Le commissaire enquêteur se tient hors de tout conflit d'intérêts. 10- La qualité de commissaire enquêteur est incompatible avec tout acte ou comportement de nature à porter atteinte à son indépendance qu'il doit sauvegarder en toutes circonstances. A ce titre il s'engage à s'abstenir de tout acte et de tout comportement susceptible d'y porter atteinte. (...) Il doit notamment se poser la question de savoir si le public n'aura pas de raison de douter de son indépendance. En cas de doute sur une incompatibilité possible, le commissaire enquêteur en avise l'autorité de désignation. 11- Le commissaire enquêteur ne peut, directement ou indirectement, accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu pour lui-même ou pour une autre personne, de la part de tout organisme ou personne concernés, à quelque titre que ce soit, par le projet soumis à enquête 14- Le commissaire enquêteur manifeste par son comportement, ses paroles et ses écrits son indépendance vis-à-vis des diverses parties intéressées au projet soumis à l'enquête. COMPORTEMENT 3- Le commissaire enquêteur agit de façon neutre et impartiale et le montre par son comportement. Personnellement je ne vois pas comment les dispositions des articles R123-10 à R123-12 du code de l'environnement peuvent être compatibles avec votre code de déontologie, mais ce n'est que mon avis personnel. Pourriez-vous expliquer dans votre rapport et vos conclusions en quoi ces dispositions sont compatibles avec votre code de déontologie? Merci d'avance Veuillez agréer, monsieur le commissaire enquêteur, l'expression de mes respectueuses salutations. Vincent FAUVEL vfaugel14@gmail.com</p> <p>Pièce jointes : Il n'y a pas de pièce jointe à cette contribution. Ville : Saint-Marcouf Adresse email : vfaugel14@gmail.com (Non validée) Adresse Ip : 2a01:cb06:30f:2600:a5fc:a27a:617f:5662</p>	

7RN	<p>Contribution</p> <p>Monsieur le Commissaire enquêteur, Notre société, spécialisée dans les travaux de terrassement, plateformes et réseaux, emploie près de 300 personnes dans le département du Nord. Une part importante de notre activité est liée au développement de l'énergie éolienne dans ce département. C'est pourquoi, en tant qu'employeur et entrepreneur du territoire, nous apportons notre soutien plein et entier à ce projet éolien. Il pourrait mobiliser 6 personnes pendant 5 mois environ.</p> <p>Cordialement, Gérard ROLLIN</p> <p>Chef de service commercial Eolien</p> <p>Tél 06 61 09 09 27</p> <p>gerard.rollin@colas.com DIRECTION GENERALE FRANCE</p> <p>1, rue du Colonel Pierre Avia - 75730 PARIS CEDEX - FRANCE</p> <p>http://www.colas.com</p> <p>https://twitter.com/GroupeColashttps://www.facebook.com/GroupeColashttps://www.youtube.com/channel/UCvq7LPHUITB9Hb8oxGGMZ6ghhttp://www.blog-groupecolas.comhttps://www.instagram.com/groupe_colashttps://www.linkedin.com/company/colas/</p>	
8RN	<p>@8 - FAUVEL Vincent</p> <p>Date de dépôt : Le 25/11/2020 à 08h11</p> <p>Lieu de dépôt : Sur le registre électronique</p> <p>Etat : Observation publiée</p> <p>Objet : observations concernant les modalités de démantèlement</p> <p>Contribution : Bonjour, je souhaite faire une observation concernant les conditions de démantèlement. La plupart, si ce n'est la totalité, des projets éoliens, sont portés par des sociétés dont le capital, constitué de quelques centaines à quelques milliers d'euros, n'est pas en adéquation pour porter des projets à plusieurs millions d'euros d'investissement. L'investissement demandé pour monter un projet éolien est d'environ 1,5 millions d'euros par Megawatt de puissance installée. Dans le cas présent la puissance installée pour 6 éoliennes de 3,3 megawatt/unité est de 19,8 Mw soit un investissement d'environ 29 à 30 millions d'euros. La société qui porte le projet dont le nom est « vents du douaisis », a un capital de 9000 euros pour porter un projet à 29 millions d'euros minimum. Dans ce genre de montages tout est très bien étudié, on nomme ces structures dans le langage du droit des sociétés sous le terme anglo-saxon de SPV (Special Purpose Vehicle). Voici le GROS PROBLEME. Si le droit reconnaît la responsabilité de la maison-mère pour assumer le démantèlement (moyennant tout de même des procédures), en revanche RIEN n'empêche la maison-mère à vendre cette SPV à n'importe quelle autre société, y compris à une société au capital de quelques euros, qui deviendrait la nouvelle maison mère. Résultat : les mairies et les propriétaires ont signé leur accord sur le démantèlement avec la SPV, dont la maison-mère est responsable, mais rien ne dit qui sera la maison-mère au moment d'assumer le démantèlement. C'est avec ce système que des milliers d'éoliennes en fin de vie se sont trouvées à l'abandon aux Etats-Unis notamment. La France a légiféré sur cette question en 2011 prévoyant une garantie financière de 50000 euros par éolienne. Le problème est que le financement est INSUFFISANT. Il est extrêmement difficile de connaître le montant réel d'un démantèlement mais il est certain que ça dépasse très largement les 50000 euros par éolienne. En 2019, le député Julien Aubert a présidé une commission d'enquête parlementaire sur le sujet de l'acceptabilité sociale des énergies renouvelables. On peut lire en page 363 du tome 2 de ce rapport, les propose de monsieur Jean-Yves GRANDIDIER, fondateur et président du groupe Valorem, dans le cadre de son audition. Il affirme que « le démantèlement d'un parc coûte 50000 à 75000 euros par Mégawatt, soit 3% à 5% du prix de construction ». Si je me fie aux dires de cet homme qui est bien placé pour évoquer ce sujet, le démantèlement du présent projet coûterait entre 165 000 et 247 500 euros par éolienne de 3,3 Megawatt, soit au total entre 990 000 euros et et 1,48 millions d'euros pour le parc de 6 machines. L'arrêté du 22 juin 2020 a légèrement augmenté la garantie qui serait maintenant de 63 000 euros pour des éoliennes de 3,3 Mw, soit 378 000 euros pour 6 éoliennes. Donc dans le cas présent le montant de garantie prévu par la loi pour le démantèlement s'élève à 378 000 euros pour garantir un démantèlement d'environ 1 à 1,5 million d'euros. On est très loin du montant de garantie prévue par la loi. Alors qui va payer la différence, une fois que la SPV aura été revendue à n'importe quelle société n'ayant pas les reins solides? Le propriétaire du terrain. Et si il ne peut</p>	

pas ? Ce sera à la commune de prendre à sa charge. C'est précisément pour cela que parmi les pièces obligatoires du dossier figurent un accord sur les modalités de démantèlement des propriétaires ET AUSSI du maire de la commune d'implantation. C'est aussi pour cela que les promoteurs n'achètent JAMAIS les terrains sur lesquels ils font des projets, mais préfèrent signer des baux emphytéotiques avec des propriétaires qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. C'est aussi pour cela que les sociétés qui portent les projets ne sont JAMAIS les maison-mères qui ont généralement plusieurs millions d'euros de capital, mais des filiales « SPV » avec un capital très faible, de quelques milliers d'euros (ou dizaines de milliers d'euros ce qui reste très insuffisant). Nous allons avoir un moment de vérité dans les deux à trois ans qui viennent car les premiers parcs éoliens montés au tout début des années 2000 auront besoin d'être démantelés. En théorie les propriétaires ont le choix soit d'arrêter et demander une remise en l'état initial ou signer un nouveau contrat pour une vingtaine d'années dans le cadre d'un « repowering ». Il y a déjà eu quelques cas de démantèlement effectués ces deux dernières années (par exemple parcs éoliens de Criel sur mer, Plouyé, Goulien, Fonds Caraïbes,...) Les promoteurs se gargarisent en affirmant que la problématique du démantèlement est bien gérée, puisqu'il y a eu plusieurs cas depuis quelques années, qui se sont « bien passés ». Mais à y regarder de plus près tous ces démantèlements ont été effectués dans le cadre d'opérations de « repowering ». En effet, dans le cadre d'un repowering les promoteurs peuvent prendre en charge la partie du démantèlement n'étant pas garantie sur le budget du nouveau projet dans le cadre du repowering (4 à 5% du budget). Pourtant on a bien dit que les propriétaires ont le choix entre arrêter et demander une remise en état, ou signer un nouveau contrat dans le cadre d'un « repowering ». Mais bizarrement, les seuls cas de démantèlement que l'on connaisse se sont tous faits dans le cadre d'un « repowering ». Il n'y a aucun démantèlement pour cause de simple arrêt d'activité. Et je vous mets au défi d'en trouver un seul exemple. Par ailleurs un repowering qui augmente la hauteur de 10%, et même, vu au cas par cas, jusqu'à 50%, des éoliennes, n'est pas considéré comme substantiel et ne nécessite pas de nouvelle autorisation environnementale, et encore moins d'enquête publique (voir instruction du gouvernement du 11 juillet 2018). Ce montage financier permet une situation de mise sous pression des propriétaires, voire de chantage, qui pourrait se résumer comme cela une fois la question du démantèlement venue : « Vous pouvez décider d'arrêter en prenant le risque d'avoir à payer le démantèlement car la maison-mère à qui nous pourrions vendre la SPV ne serait pas solvable, ou alors vous pouvez signer de nouveau avec nous pour 20 ans. Ça continuera de vous rapporter, et le seul inconvénient est que les nouvelles éoliennes seront plus grandes. » Au delà de ce chantage, qui provoque une fuite en avant hautement malsaine des propriétaires, car en vérité ils n'ont pas le choix, ça ne fait que reporter le problème du démantèlement de 20 ans. Car on connaît l'issue de cette fuite en avant : des dettes colossales pour les propriétaires des terrains et des communes d'implantation. Et reporter le problème de 20 ans ne change rien à la situation finale... La situation est grave car l'état, censé protéger ses habitants, est complice de ces manœuvres. Les maires et propriétaires des terrains signent des accords qui engagent les générations futures


sans se rendre compte des conséquences, avec la conviction que si les règles encadrées par l'état sont respectées alors tout ira bien. Et tout cela justement avec le prétexte fallacieux de vouloir sauver la planète et les générations futures. C'est un désastre. Vous trouverez ci-joint plusieurs devis de démantèlement de la société CARDEM pour le démantèlement d'une éolienne : plus de 400 000 euros. Veuillez agréer l'expression de mes respectueuses salutations, Vincent FAUVEL
vfaudel14@gmail.com


Pièce(s) jointe(s) :

Un devis

	<p>* Enquête Utilité Publique <i>Aubercourt n° 5</i> personne n'est au courant Juste une petite affiche route de Honthecourt</p> <p>* Commissaire Enquêteur aujourd'hui matin Je l'ai appris par la VdN. aujourd'hui</p> <p>* Conseil municipal décide : qu'en est-il des habitants des riverains on ne tient pas compte ce n'est plus une démocratie</p> <p>* Impact économique : rendement énergétique pratiquement faible : rentrée d'argent pour la commune et les propriétaires fonciers</p> <p>* Environnement Nature défigurée</p> <p>* Nuisance visuelle et acoustique</p> <p>* Début 2014 : lancement du projet 2015 concertation avec les élus 2017. conseil Municipal discussion pas de vague avant les élections municipales</p> <p><i>Bernard</i></p> <p><i>Hubert DERIEUX</i> Commissaire Enquêteur annexé au rapport le 24/11/20</p> <p><i>MATHON</i> le 24-11-20</p> <p>* Antenne téléphonique</p>	
13A	<p><i>Bernard Cognelle 125 rue de Stompy Aubercourt</i> <i>marché agricole, syndicat agricole</i></p> <p><i>L'habitant fait partie de nous, il est responsable</i> <i>Entre les deux, il faut choisir le moindre</i> <i>je préfère mille fois des éoliennes qu'une centrale nucléaire</i> <i>de CHERBOURG</i> <i>de nucléaire c'est du déchet mortel pendant des</i> <i>siècles d'années</i> <i>la chaleur, c'est la pollution atmosphérique continue</i> <i>Toutes les opinions sont valables, cependant je</i> <i>préfère des opposants de PÉRIER pour produire</i> <i>l'électricité dont on a besoin. On évite peut-être les</i> <i>colères.</i> <i>Etes-vous d'accord ?</i> <i>Cependant, il faut surveiller la bonne exécution des compensations écologiques</i> <i>Alors, oui, à ce magnifique projet</i></p>	
14E	<p><i>Je ne visais pas le présent, m'opposer à ce projet</i> <i>l'opposition projet n'est qu'un des problèmes</i> <i>de pollution visuelle d'infrastructure</i> <i>après je suis sûr de moi</i> <i>et je suis sûr de moi</i></p>	
15E	<p><i>La commune de Stompy en Ostrevant a délibéré contre</i> <i>ce projet le 06 novembre 2020. La délibération sera</i> <i>envoyée en Préfecture.</i> <i>Hubert DERIEUX</i> <i>Président de Stompy en Ostrevant</i></p>	

16M	<p>Département D1 NORD</p> <p>4</p> <p>EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL de la Commune de WAVRECHAIN SOUS FAULX</p> <p>2020/066</p> <p>Séance du Jeudi 12 novembre 2020</p> <p>L'an deux mille vingt, le Jeudi 12 novembre à 18h00, le Conseil Municipal de la Commune de Wavrechain sous Faulx s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur LEPRETRE André, Maire à la suite de la convocation qui lui avait été faite trois jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie selon la Loi.</p> <p>Présents : Mrs LEPRETRE André, HECQUET Guy, BEROGE David, AUFEVRE Vincent BOULET Christian, HERLIN Guillaume, DRILLON Daniel Secrétaire de séance : Mr BOULET Christian</p> <p>Objet : Avis sur la demande d'autorisation environnementale unique d'exploiter un parc éolien sur les territoires des communes d'Auberchicourt, Monchecourt et Émerchicourt présentée par le Société Les Vents du Douaisis.</p> <p>Monsieur le Maire informe l'assemblée que la Préfecture du Nord nous a transmis un arrêté préfectoral en date du portant ouverture d'enquête publique sur l'exploitation d'un parc éolien par la société Les Vents du Douaisis sur le territoire des communes d'Auberchicourt, Monchecourt et Émerchicourt, sur les territoires de la communauté de communes Osuev d'Ostrevant et de la communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut, dans le département du Nord (59).</p> <p>L'enquête publique a lieu du 18 novembre au 18 décembre 2020.</p> <p>Elle porte sur la demande d'exploitation d'un parc éolien composé de 6 éoliennes de 3,3 MW de puissance unitaire, pour une hauteur totale de 150 m (diamètre de rotor de 117 m, hauteur de mât de 91,5 m) et de deux postes de livraison d'électricité qui sera acheminée l'électricité produite. Le parc devrait produire plus de 58 132 MWh par an et ainsi couvrir l'équivalent de la consommation électrique annuelle de 21 059 habitants de la région Hauts-de-France.</p> <p>Il indique que dans le cadre de l'enquête publique, il est nécessaire de recueillir l'avis du conseil municipal.</p> <p>Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal émet un AVIS DEFAVORABLE pour les motifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pollution visuelle : défiguration du paysage rural - Pollution du sol : par les massifs en bétons - Risques sur la santé de l'homme et des animaux - Impacts sur la faune - Chute de la valeur immobilière <p>La présente délibération sera transmise à Monsieur le Commissaire Enquêteur afin d'y être annexée dans le registre d'enquête publique.</p> <p>Acte rendu exécutoire Après dépôt en Sous-préfecture le : Et publication ou Notification du :</p> <p>Fait et délibéré les jour, mois et an sus-dit, Pour Copie Conforme Le Maire, LEPRETRE André</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p> <p><i>Annexe au registre le 2/12/2020</i></p>
17M	<p>5</p> <p>Région Hauts-de-France</p> <p>Le Président</p> <p>Nos Réf : XTJAH</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p> <p><i>Annexe au registre le 2/12/2020</i></p> <p>Monsieur Hubert DERIEUX Commissaire enquêteur Mairie de Monchecourt Rue Pierre Bodu 69234 MONCHECOURT</p> <p>Lille, le 23 NOV. 2020</p> <p>Monsieur le Commissaire enquêteur,</p> <p>La Région Hauts-de-France a pris position contre le développement non maîtrisé de l'énergie éolienne. Le 28 juin 2018, en séance plénière, le Conseil Régional a adopté une délibération concernant le mix énergétique. J'ai réitéré, lors de l'adoption de cette délibération, notre volonté à encourager le développement d'autres EnR comme les énergies hydrolienne, hydraulique, solaire et de la méthanisation. Il ne s'agit pas de mettre fin à une source d'énergie propre mais d'en soutenir de nouvelles qui viendront en appui et qui permettront de ne plus avoir à développer davantage de parcs éoliens dans la région.</p> <p>Ce développement, non maîtrisé, entraîne des nuisances visuelles et sonores pour les riverains et dénature nos paysages, ce que je ne peux accepter.</p> <p>Aussi je souhaite vous faire part de l'opposition du Conseil régional à la réalisation du projet d'implantation sur le territoire des communes d'Auberchicourt, d'Émerchicourt et de Monchecourt.</p> <p>Je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire enquêteur, l'expression de ma considération distinguée.</p> <p><i>de la région</i></p> <p>Xavier BERTRAND</p> <p>Copie adressée à : Monsieur Frédéric NIHOUS, Conseiller régional</p> <p>151, avenue du Président Hopperer - 59555 Lille Cedex - Accès métro : Lille Grand Palais Tél. (03 74 27 00 00 - fax (03 74 27 00 06 - hautsdefrance.fr</p> <p>Conformément aux articles 38 et suivants de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative au droit d'accès et de rectification aux informations nous soumettons à votre service de Correspondant Information et Libertés de la Région Hauts-de-France</p>

18M	<p>6</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur <i>auxc - d 2/12/2020</i></p> <h2 style="text-align: center;">L'implantation d'éoliennes peut être un trouble normal causé à l'environnement</h2> <p style="text-align: center;">I</p> <p>Publié le 20 octobre 2020 - Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre)</p> <p>Nul ne peut causer à autrui un trouble excédant les inconvénients normaux de voisinage. Seul le juge peut décider que cette limite est dépassée. La Cour de cassation a ainsi jugé dans un arrêt du 25 septembre 2020 que l'implantation d'éoliennes à proximité d'habitations, même si elle en diminue la valeur ne crée pas en soi un trouble anormal de voisinage justifiant l'indemnisation des voisins.</p> <p>Suite à l'installation d'un parc éolien, des voisins demandent en justice une indemnisation pour la perte de valeur de leur propriété. Selon eux, l'impact visuel des éoliennes porte atteinte à leur environnement proche en créant un trouble paysager qui aura des conséquences lors de la revente de leur bien.</p> <p>Les rapports d'expertise et le constat d'huissier précisent que le bruit émis de jour comme de nuit par les éoliennes est inférieur au seuil réglementaire. Le parc éolien est installé à la distance réglementaire des habitations. De plus, un bois les sépare et apporte une protection visuelle et sonore aux habitants. Enfin, le hameau élégant et paisible se situe dans un espace rural ordinaire.</p> <p>La Cour d'appel souligne que nul n'a un droit acquis à la conservation de son environnement.</p> <p>Prenant en compte les droits respectifs de chaque partie, le juge compare la dépréciation de la valeur immobilière des propriétés voisines, évaluée par l'expert, à l'objectif d'intérêt public poursuivi par le développement de l'énergie éolienne. Il décide que le trouble apporté à l'environnement par la présence des éoliennes ne dépasse pas, par sa gravité, les inconvénients normaux de voisinage.</p> <p>Saisie, la Cour de cassation confirme cette décision et rejette le pourvoi.</p> <p>Textes de référence</p> <ul style="list-style-type: none"> Cour de cassation, 3ème chambre civile, 17/09/2020, 19-16.937 	
19A	<p>N°4 Rien sur le pourvoi pas les voir !</p> <p>Mais il faut savoir ce que l'on veut. Si l'on veut de l'énergie nucléaire et des énergies fossiles, on doit assumer et accepter ses "quarante millions".</p> <p>Autre énergie renouvelable, non polluante et inépuisable à prendre en compte l'énergie solaire. Il faut savoir que le rendement d'un capteur solaire est de 20% à 25% ce qui est très faible. Mais si l'on veut de l'énergie solaire, on doit assumer et accepter ses "quarante millions".</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur <i>2/12/2020</i></p> <p><i>Gerard Corneille</i></p>	

20RN	<p><i>registre numérique RS (c.mail)</i></p>  <p>ALAIN BRUNEEL, Député du Nord</p> <p>Monsieur le Préfet, Préfecture du Nord 2 rue Jacquemars Gréée 59 000 LILLE</p> <p>Sin-le-Noble, le 03 décembre 2020</p> <p>Dossier suivi par Mr Vandekerckhove Benjamin, Collaborateur parlementaire 06.72.60.10.82 Benjamin.Vandekerckhove@clb-nb.fr</p> <p>Monsieur le Préfet,</p> <p>Par la présente, je souhaite vous interpeller sur les conditions dans laquelle se déroule l'enquête publique concernant le projet éolien d'Ostrevant.</p> <p>Cette procédure qui s'étend du 18 novembre au 18 décembre prend en effet place en pleine période de pandémie, et de confinement.</p> <p>Cette situation inédite ne me semble pas permettre la plus large information et participation des citoyens, tout en étant restreinte par cette enquête publique.</p> <p>Les habitants des communes d'Auberchicourt, de Monchecourt et d'Emmerchicourt sont les premiers concernés par ce projet. C'est eux qui en subissent les nuisances environnementales, sonores, visuelles, etc. Pourtant, ils sont actuellement privés de se réunir, de pouvoir débattre ensemble, d'organiser des réunions publiques, de réaliser des campagnes de pétitions, etc. Se rendre en mairie pour rendre ses observations sur les registres peut également être un frein pour de nombreuses personnes vulnérables sur le plan de la santé.</p> <p>Dans ces circonstances, il me semble nécessaire de bien vouloir repenser cette enquête publique à une date ultérieure permettant l'expression démocratique et la mobilisation du plus grand nombre.</p> <p>Dans l'attente de connaître votre décision à ce sujet,</p> <p>Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma haute considération.</p> <p>Alain Bruneel</p> <p>Copie aux Maires des communes d'Auberchicourt, de Monchecourt et d'Emmerchicourt ; à l'association SOS Nature Douaisis ; à Monsieur Monsieur Hubert DERIEUX - Commissaire Enquêteur</p> <p>Correspondance à adresser à Monsieur le Préfet - 34 rue Carnot, 59 400 Sin-le-Noble Tél : 03.27.68.37.48 E-mail : alain.bruneel@assemblee-nationale.fr www.alainbruneel.fr</p>	
21RN	<p>Export généré le 06/12/2020 des contributions publiées sur le Registre Numérique entre le 03/12/2020 00:00:00 et le 05/12/2020 23:59:59</p> <p>@22 - BRABANT STEPHANE Date de dépôt : Le 05/12/2020 à 11h34 Lieu de dépôt : Sur le registre électronique Etat : Observation publiée Objet : Encourageons les énergies renouvelables Contribution : Beau projet, au milieu des champs pour contribuer à la production d'énergie électrique propre avec une source intarissable (le vent). Couplé au solaire, à la méthanisation, à l'utilisation de l'hydrogène et du nucléaire, cela va permettre de réduire fortement l'utilisation des énergies fossiles et polluantes. Tous mes encouragements pour ce projet. Quand au mythe du prix de marché des maisons qui baissent, avec la méthanisation et l'éolien, le foncier va bientôt être gratuit sur Monchecourt... Hors c'est totalement l'inverse, il n'y a plus rien de disponible sur le marché à bas prix. Les prix ont plutôt tendance à s'élever considérablement en ce moment.</p> <p>Pièce jointes : Il n'y a pas de pièce jointe à cette contribution. Ville : Monchecourt Adresse email : steph.brabant@wanadoo.fr (Non validée) Adresse ip : 85.69.236.115</p>	

22E	<p>3</p> <p>-4-</p> <p>ASSOCIATION INTERCOMMUNALE SUR LA DUREE DE LA NOMBRE 3-4 LES 3 COMMUNES CETTE ASS. SE SAIE AVEC ENVEIRONS DES ACTIONS CONTRE LE PROJET EOLIER PUIS DE 2000 ASS. SE SONT CREEES DANS LE PAYS POUR PROTEGER CONTRE L'EMPLANTION REGIONALE LE ASSOCIATION DE TOUTES CES ASS. EST EN COURS ET C'EST REPRESENTATION DE 500 000 PERSONNES CES PERSONNES, NON SEULEMENT NE SONT PAS EN ENERGIE RENOUVELABLE, POURQUOI CES CELLES CI SONT EFFICACES ET CONTRAIREMENT A D'autres PROPOSANT TANT EN ETANT INCONSCIENT ACCESSIBLE, OR C'EST PAR LE CAS POUR L'EOLIER TRESSEUSE QUI ENTS PENSE D'UNE AGRESSIVITE ENVERS LES PAYSANS LES EOLIENNES SONT UN COUPE FINANCIER ET UN BESOIN ECOLOGIQUE CES EOLIENNES DE 150 METRES DE HAUT SONT PRESENTES AUX ENVOIS INDIGES DANS UN PAYS SECTEUR DE BES. CARBONE AVEC DES HABITATIONS BIEN RAPPROCHES POUR LA 1^{re} A 200 METRES AVERS UNE HABITATION LES 2 PREMIERES EA D'EE SONT A 60 METRES DE LA ROUTE DEPT HT. C'EST UNE DISTANCE DE SECURITE SUFFISANTE PAR RAPPORT A UN ACCIDENT D'AVION DES PAGES EN D'UNE GLISSE ENVERS DE TERRE POUR LES HABITATIONS PARTS DE LA VALLEE DE 30 à 40 V. GRAND PLUS TROUVENT UN ACCIDENT NOS PAYSANS PAS DU BESOIN D'EE AVEC 15 200 M LE PROJET EN PARAIT 50 000 SANS IL EN FAUT AVOIR 6 fois plus NOUS DONNONS BIENTOT NOS A D'AUTRES PERSONNES OPPOSANTS DU PROJET EN TIRIS DE FLOCHESGUA 4 H)</p> <p>LES 19 ET 18 DECEMBRE PROCHAIN DU MATIN POUR VOIR CONFRONTER NOS IDEES</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p> <p>Par l'Association en sens de curia CH. THAYON</p>
23E	<p>4/ Fédération des Châteaux du Nord lettre annexée au registre cc 5/12/2020</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p>



Emerchicourt 4/ lettre annexé au sujet
le 5/12/2020

HUBERT DERIEUX
Commissaire Enquêteur

Chérenq, le 4 décembre 2020

Monsieur Hubert DERIEUX

Commissaire Enquêteur

Objet : Projet éolien sur les communes de Monchecourt, Emerchicourt et Auberchicourt

Monsieur le Commissaire enquêteur,

La Fédération des Chasseurs du Nord est reconnue au titre de la protection de l'environnement, elle participe à la mise en valeur du patrimoine cynégétique départemental et assure la protection et la gestion de la faune sauvage et de ses habitats.

Aussi, nous venons d'apprendre par les chasseurs de 3 communes qu'un projet éolien est en cours d'étude sur les territoires de Monchecourt, Emerchicourt et Auberchicourt.

Dans le cadre de notre reconnaissance environnementale, nous tenons à vous alerter sur les nuisances générées par les champs éoliens qui portent atteintes aux habitats, à la faune sauvage et également aux usagers riverains :

- les pâles d'éoliennes sont de véritables dangers pour les oiseaux qui ne les distinguent pas lorsqu'elles sont en rotation. De nombreuses collisions sont alors constatées, provoquant une mortalité importante d'oiseaux. Inutile de vous rappeler que le département du Nord se situe sur un couloir de grande migration, emprunté par de très nombreuses espèces migratrices dès l'automne jusqu'en fin d'hiver. L'installation d'éoliennes sur ces communes constituerait alors une catastrophe écologique sans nom. Alors que les chasseurs sont soumis à des plans quantitatifs de gestion pour limiter leur prélèvement, les éoliennes provoqueraient sans limite, des hécatombes régulières.

- Alors que tout est fait pour préserver les magnifiques paysages de notre département, ne serait-il pas dommageable d'offrir à ces villages une pollution visuelle et sonore par une implantation d'éoliennes inesthétiques et bruyantes ?

- Accepter un champ éolien, c'est aussi mettre en danger les habitants de ces communes par les interférences et les ondes qui pourraient jouer sur leur santé.

FEDERATION DES CHASSEURS DU NORD - Rue du Château 59152 CHERENG
Tel 03-20-41-45-63 Email : webfbc59@chasse59.net

- Installer un champ éolien sur ces communes, c'est aussi offrir à ces concitoyens, une dépréciation économique de leur patrimoine pouvant atteindre 40%.

Autant d'arguments négatifs, qui désavantagent considérablement la production d'une énergie propre et inépuisable.

Nous savons que ces communes sont en pleine discussion avec une projection de 5 éoliennes.

Aussi, et afin de mieux mesurer les impacts potentiels sur les activités cynégétiques et plus généralement sur la faune sauvage, nous souhaiterions être destinataires de l'étude de faisabilité réalisée sur le site par le promoteur.

Au regard de ces nouveaux éléments fournis, nous vous informons que la Fédération des Chasseurs du Nord qui représente les 22500 chasseurs du Nord, dont les nombreux chasseurs de ces communes et de ce secteur, se positionnera sur ce dossier.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions de croire, Monsieur le Commissaire enquêteur, en l'expression de nos salutations distinguées.

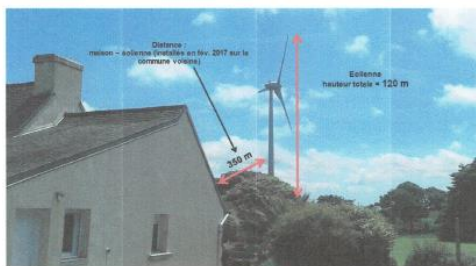
François FONTENIER
Administrateur FBC 59

24E

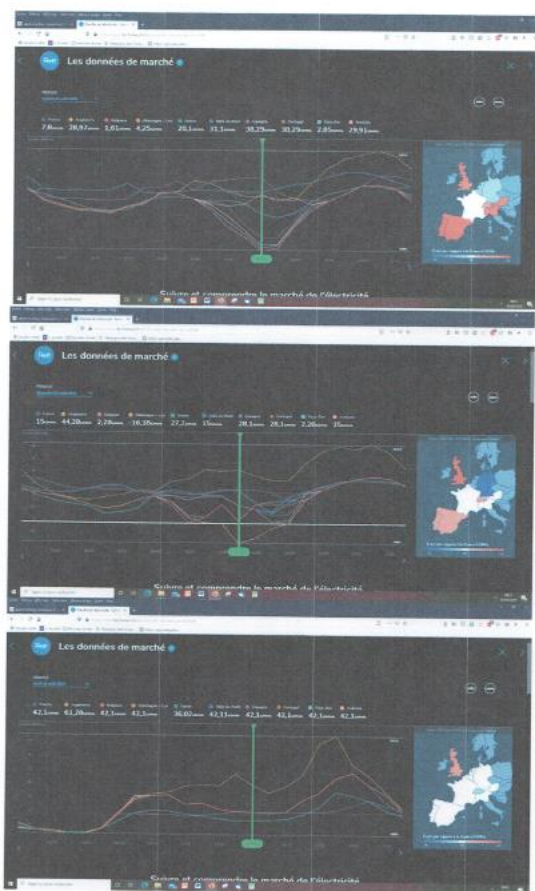
[illegible]

	<p align="center">- 10 -</p> <p>est-ce possible. N'y a-t-il pas suffisamment de bus industriels disponibles ?</p> <p>A l'heure où les milliards d'euros tombent du ciel de France on serait plus capable par ailleurs, sans parler des étonnantes capacités de la France industrielle européenne de fabriquer des bus ?</p> <p>Une compagnie et France, à tous ces problèmes, nous pourrions faire à l'implantation de nouvelles entreprises dans nos paysages et qui ont des impacts très importants sur le paysage de l'énergie, la grande question de la préservation de la souveraineté industrielle et administrative de la FRANCE ENERGIE EFFICACE. M. Nicolas WAFFE est également à ma connaissance VICE-PRÉSIDENT des Industries Canadiennes BRAXEX. Les experts, est-ce ?</p> <p>Il est évident d'ici que l'implantation nous pourrions faire à l'Etat FRANÇAIS d'abord de faire construire des barrages, entre autres pendant des décennies, les Américains ont fait français. AVONS-NOUS ENCORE À PAYER DES INVESTISSEMENTS ? SIMPLEMENT DEVANT DÉPENDANTS POUR AUTANT ?</p> <p>Il faut également s'interroger sur l'admission de la France (3 ans) de ses étonnantes capacités de la société et éventuelle des sociétés étrangères à la fin de la période en question (c'est très grave !)</p> <p align="center">D'ailleurs</p> <p align="center">(NON À LA POLLUTION VISUELLE)</p>	
27M	<p>1) Jourdaux Jean Paul 3 Grand Rue Cite St Robert Monche court Première remarque pourquoi cette enquête alors que le gainage vers le point de collecte pour les câbles (3 fois 150 mm) transport d'électricité sont déjà passées. Pour Monche court chemin pavé Emerchicourt. Je suis contre ce projet pour les raisons suivantes :</p> <p>1° coût exorbitant de l'installation par rapport à la puissance électrique fournie</p> <p>En effet l'étude d'implantation qui dure je suppose plusieurs années</p> <p>Ensuite la construction des accès dans les terres agricoles pour le passage des engins de terrassements durée moyenne (une à deux semaines).</p> <p>Ensuite terrassement pour fondation 1500 mètres cubes à déplacer (4 mètres de profondeur sur 15 à 20 mètres de diamètres).</p> <p>Le ferrailage durée 1 à 2 semaines pour la cage d'encrage 40 tonnes d'acier.</p> <p>Le bétonnage de la fondation 900 tonnes de béton coulé en 8 heures en une seule fois temps de séchage 28 jours.</p> <p>Ensuite pour la liaison au sol 150 tiges d'acier avec boulons rebétonnage 60 tonnes (la virole)</p> <p>Opération remblai autour du site.</p> <p>Passage des câbles électrique jusqu'au point de collecte (3 fois 150 millimètre carré) sur distances variables au prix du cuivre je n'ose faire le calcul)</p> <p>Vient le transport: Le mat 78 mètres, pales 44 mètres (3,5 tonnes) par la route coût ???</p> <p>Enfin l'assemblage entre autre la grue 78 mètres.</p> <p>Il faut savoir que pas de vent pas d'électricité et même avec il faut que la vitesse soit entre 10 km/h et 90 km/h après on bloque la machine pour éviter l'emballement.</p> <p>2° Pollution visuelle 140 mètres de hauteur</p> <p>3° Pollution des nappes phréatiques avec le béton la ferraille etc . . .</p> <p>4° Impact Sonore sur les animaux donc sur les humains (infra son) la faune sauvage, les migrations d'oiseaux</p> <p>5° Problème pour la déconstruction qui va payer? le recyclage? durée de vie (20 ans 25 ans) c'est oublier qu'avec le réchauffement climatique les tempêtes, tornades, vent violent etc,</p> <p align="right">Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p> <p align="right"><i>Hubert Derieux</i></p>	
28RN	RN n°7 : Madame Harnay Véronique	

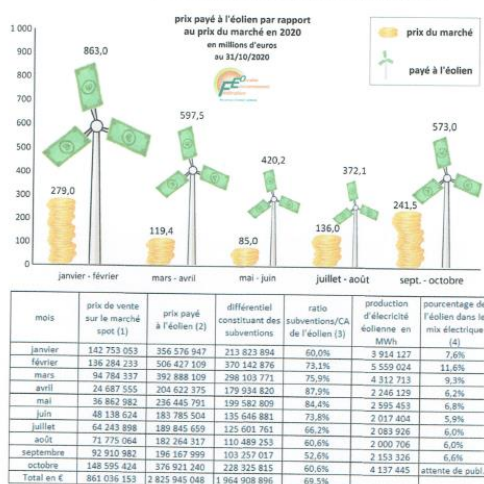
	<p>Je suis favorable au projet éolien d'Ostrevent car il est urgent de réduire drastiquement les émissions de CO2 et même si les éoliennes ne sont pas la panacée elles permettent de diminuer l'utilisation des énergies fossiles. Il sera par ailleurs nécessaire de veiller à l'application et au suivi des mesures de compensation.</p>	
29RN	<p>RN n° 8 Madame Kieffer Sylvia</p> <p>A l'attention du Commissaire Enquêteur,</p> <p>Je suis contre le projet de parc éolien d'Ostrevent à AUBERCHICOURT, MONCHECOURT, EMERCHICOURT.</p> <p>Je vous prie de trouver ci-joints mes observations et les documents annexes.</p> <p>Je me permets de relever que :</p> <p>maintenir, en période de confinement, les enquêtes publiques, n'est pas cohérent avec toutes les mesures liberticides imposées à tous les citoyens par un gouvernement qui alimente quotidiennement la peur et restreint nos libertés (entre autres celles de circuler, sous peine d'amende). Certaines personnes (ceux qui n'ont pas d'accès à Internet, ceux qui n'ont pas d'ordinateurs) ne pourront pas participer aux enquêtes publiques.</p> <p>Cordialement</p> <p>Sylvia KIEFFER</p> <hr/> <p>A l'attention du commissaire enquêteur,</p> <p>Je suis contre le projet de parc éolien d'Ostrevent à AUBERCHICOURT, MONCHECOURT, EMERCHICOURT</p> <p>Encore un projet où l'argent est privilégié au détriment de l'environnement, de la biodiversité, de la santé des riverains et des animaux !</p> <p>L'installation d'éoliennes terrestres ou offshore est une « catastrophe écologique ».</p> <p>Déboiser des forêts pour y installer des éoliennes est une ineptie. Idem pour l'implantation d'éoliennes dans des prairies, dans des terres agricoles, dans des zones Natura 2000 etc...</p> <p>Où est l'écologie lorsqu'on remplace des arbres par des éoliennes ?</p> <p>Les éoliennes font du bruit, génèrent des infrasons, des basses-fréquences, des champs électromagnétiques qui affectent les humains mais aussi les animaux. L'ANSES, comme pour l'amiante, les pesticides etc.... n'a pas le courage de dénoncer le lien entre les problèmes de santé des personnes et les éoliennes. Le dernier rapport de l'ANSES de 2017 n'a pas fait d'études sur les nombreux pacs éoliens où les riverains se plaignent : pas de relevés d'infrasons, ni de basses fréquences, ni de champs électromagnétiques etc... pourtant beaucoup de riverains vivant à 500m - 750m - 1000m - 1500m des éoliennes souffrent. So-disant, toutes les personnes se plaignant des éoliennes sont des anti-éoliens et donc l'Etat, qu'il soit français ou allemand, les méprisent. Pourtant, les infrasons qui par définition sont inaudibles, peuvent être ressenties par des personnes sensibles et/ou ayant des pathologies cardiaques, épilepsie, électro-hypersensibles etc Les constructeurs (allemands) d'éoliennes prétendent que les infrasons ne seraient pas audibles au-delà de 500m !! Or, aucune mesure d'infrasons d'origine industrielle (éolienne), pour la partie inaudible, n'a été effectuée par des scientifiques français. La portée des infrasons est de plusieurs kilomètres. Le Pr Christian VAHL (cardiologue de l'université de Mainz) a constaté, lors de ses récentes recherches, que les infrasons ont une incidence sur le muscle cardiaque.</p> <p>L'Académie novde Médecine recommande depuis 2006, une distance de plus de 1500m entre les éoliennes et les habitations afin de réduire la nocivité du bruit éolien. En effet, plus les éoliennes sont hautes et puissantes pour des raisons de rentabilité, plus elles sont nocives. L'ANSES, début 2020 en est encore à étudier la faisabilité d'une étude épidémiologique alors que l'Académie de Médecine la recommandait dès 2006 ! Pourquoi ces études ne sont toujours pas réalisées ? Par crainte des résultats qui stopperaient l'implantation des éoliennes ?</p> <p>La Suisse a récemment étudié les infrasons, en particulier l'intensité des infrasons émis par les éoliennes et sa dépendance du sous-sol et d'effets résonants dans les constructions. (Cf. : https://www.paysage-libre.ch/?p=1888&fbclid=IwAR1k8ebDOebREtCkVWQEc-DW.YLnFv2OLv1ctoKaCcVJKVXIC0S8rffk)</p> <p>"Jusqu'à présent, la grande majorité des études sur l'impact sanitaire des infrasons émis par les éoliennes ne considéraient que les émissions mesurées dans l'air. Or c'est dans le sol que se situe le problème : des mesures effectuées dans le voisinage de plusieurs parcs éoliens montrent que des intensités d'ondes de vibrations importantes dans les sols se propagent loin des machines, parfois à plusieurs kilomètres. Convertis en décibels sonores acoustiques, les niveaux d'intensité sont très élevés dans le voisinage de certains parcs. À ces niveaux de vibrations s'ajoutent des effets de résonance dans les bâtiments, qui peuvent multiplier la vibration externe par 10 voire 20 selon le bâtiment. Cette résonance dite de Helmholtz explique pourquoi certains habitants sont plus touchés que d'autres."</p> <p>Ci-dessous les conclusions du rapport de septembre 2020 du physicien suisse Jean-Bernard Jeanneret :</p> <ol style="list-style-type: none"> La majorité des études sur l'impact sanitaire des infrasons émis par les éoliennes ne considéraient que les émissions aériennes, et concluent qu'aucun problème sanitaire ne se pose. Or, des mesures d'ondes de vibration du sol (ou ondes sismiques) faites par des géologues dans le voisinage de plusieurs parcs éoliens montrent que des intensités importantes se propagent loin des machines. Convertis en dB sonores acoustiques, les niveaux d'intensité sont très élevés dans le voisinage de certains parcs, et parfois proches du seuil sensible. D'un parc à un autre, les intensités montrent une très forte variabilité. 	



PROJET EOLIEN en forêt de Kuglütte (à la frontière franco-allemande) Clarenthal-Schoenack et Petite-Rosselle
(Schneiders : la grille « j'ai con ») - Société porteur du projet : DUNOAR
Éoliennes de près de 250m de hauteur - marque ENERCON - Modèle E130-E160 - Puissance 4.2 MW - 4.6 MW
A 1430 m de l'éolienne : 95 dB II



COMMENT L'ÉOLIEN INDUSTRIEL DILAPIDE LES FINANCES PUBLIQUES :
au 31 octobre 2020 près de 2 milliards d'euros ponctionnés dans les caisses de l'État !



(1) selon relevés horaires de Réseau de Transport d'Électricité en temps réel - site: eco2mix.
 Le prix de vente sur le marché représente le CA réel de l'éolien hors subventions.
 (2) Selon la Commission de Régulation de l'Énergie : "Charges de service public de l'énergie prévisionnelles au titre de l'année 2020" : prix moyen de rachat de l'éolien 91,10 €/le MWh.
 (3) moyenne sur l'ensemble du secteur éolien
 (4) source : eco2mix RTE_energie_M au 10-11-2020

Ce document est téléchargeable à l'adresse suivante : <https://ahp.fr/fe5f61b0440f4e076509e.pdf>
 La pétition « L'éolien industriel accapare l'argent de la Santé ! » est consultable sur : <https://granddebat.org/petitions3>
 Voir aussi l'enquête d'Énergie et Verté : « les milliards volés de l'éolien » sur youtube : https://www.youtube.com/watch?v=9m6Gg5Dw8&feature=emb_logo

Fédération Environnement Durable - 3 rue des Éclats - 75016 tel. 01 40 50 32 63
<http://federationenvironnementdurable.net>
Contact@environnementdurable.net

RN n° 9 Délib Marquette en O

RN n° 9

REPUBLIQUE FRANÇAISE
 DÉPARTEMENT DU NORD
 ARRONDISSEMENT DE
 VALENCIENNES

COMMUNE DE MARQUETTE EN OSTREVENT

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS
 N° 2020/2100/12

Nombres de membres	15
Présents	15
En Absence	16
Excusés	17

Un document relatif à la loi n° 2015-912 du 22 juillet 2015 relative à l'énergie, le Conseil Municipal de la Commune de Marquette en Ostrevant s'est réuni dans la salle des délibérations de son conseil sous la présidence de Monsieur FONDUEUR Jean-Marie, Maire, à la suite de la convocation qui lui a été faite trois jours à l'avance, lequel convocation a été adressée à la porte de la Mairie, conformément à la loi.

Étaient Présents : MM. FONDUEUR Jean-Marie, MARCHEL Jean-Maurice, DELL'ORGE Marie-Christine, DUPONCHÉ Jean-Yves, TOULIMBIÉ Yannick, CARPENTIER Régine, PUELLA Jean-Paul, WAVRANT Marcelle, MEDJEST Dine, SCHOLARSKI Benjamin, LUCIFORAKI Petros, MICHEL Cédric, DEVALLE Nathalie, ROBAS-CLOUET, SALVAGE Doriane, BOULANGER Clément.

Absents Excusés : PUELLA Pascal (excusé pour) à FONDUEUR Jean-Marie, LUTIN Lucie (excusé pour) à DELL'ORGE Marie-Christine, VAI ANNGENIE Marie-Christine.

PROJET ÉOLIEN D'OSTREVENT

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'une enquête publique sur la demande présentée par la SAN Les Vents du Douaisis, en vue d'obtenir une autorisation environnementale unique d'exploiter un parc éolien composé de 6 aérogénérateurs et 2 postes de livraison sur les communes d'Aulhécourt, d'Aulhécourt et de Monchevout, est ouverte depuis le 18 novembre 2020 et ce, jusqu'au 14 décembre 2020 inclus.

Marquette-Ostrevant fait partie des communes d'implantation et de rayon d'une partie du territoire est située à moins de 6 kilomètres des limites de l'exploitation envisagée.

Aussi, il est possible d'exprimer notre avis sur ce projet et d'en débattre.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'exprimer leur avis.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DÉCIDE et vote comme suit :

17 Vots Contre le projet d'implantation d'éolien sur les communes d'Aulhécourt, d'Aulhécourt et de Monchevout
 1 Vot Pour
 0 Abstention

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.
 Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
 Jean-Marie FONDUEUR



30RN

31M

Lebas Jérôme registre Monchevout

	<p>5. - 6 -</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p> <p>2/ M. LEONIS Jean le 12/12/20</p> <p>* 2 éoliennes (E1 et E2) sont implantées à moins de 100 m de la route D47. Une distance de 100 m est requise pour une autoroute.</p> <p>* L'implantation des 6 éoliennes n'a pas été pensée pour limiter l'effet optique. Elles ne sont pas alignées non dispersées. La plupart des parcs éoliens sont construits linéairement.</p> <p>* La route de la route de la route de la route 5° Roch ne sera pas affectée par les éoliennes qui sont plus grandes que ce des mois. Elles seront 3,75 fois plus hautes que notre Eglise.</p> <p>* L'étude des émissions sonores des éoliennes donne une valeur qui correspond au niveau moyen de 45 dB pour une rue où personne ne passe presque pas.</p> <p>un mur a été implanté selon la règle au château d'eau (espace clos et appartenant à la mairie de Monchecourt). Il le maire m'a déclaré ne pas avoir été sollicité pour le mettre.</p> <p>J'habite en face de ce lieu, mais je n'ai jamais vu ce mur ni les habitants de ce quartier.</p> <p>Les résidents de la première maison lorsque la rue est d'Aubercourt, n'ont pas été démarchés pour faire un mur dans leur terrain.</p> <p>* Malgré la négation de l'entreprise Borel, nos maisons ont été touchées par une débris sans aucune compensation. Une maison n'est d'être vendue rue W. Rouveau avec une baisse de sa valeur.</p> <p>* Le Président des Hauts de France s'est opposé à ce projet.</p> <p>b w</p>
32M	<p>Leconte Daniel registre Monchecourt</p> <p>3/ lettre annexé au registre ce 12 décembre 2020</p> <p>ENQUETE D'UTILITE PUBLIQUE CONCERNANT LA CONSTRUCTION D'EOLENNES SUR LES COMMUNES D'AUBERCOURT - EMERCHICOURT - MONCHECOURT Monchecourt le samedi 12 décembre 2020.</p> <p>Confrontée dans ce secteur du Douaisis pendant de nombreuses années aux nuisances de toutes sortes (sites miniers avec ses poussières de charbon- sidérurgie avec ses fumées acides qui détruisaient les jardins - pollutions en tous genres avec de nombreuses friches industrielles), cette zone de l'Ostrevent redevenait au fil des années, petit à petit, avec l'effort de ses habitants et des collectivités locales une zone verte.</p> <p>De nombreux chemins de randonnées ont été tracés (tel le cavalier d'Azincourt), plusieurs espaces protégés ont vu le jour comme le terroir de Ste Marie classé patrimoine de l'Unesco.</p> <p>Mais voilà que des marchands de « bonheur » se pointent devant cet horizon champêtre en proposant un projet d'implantation de six éoliennes. Des propositions au demeurant alléchantes financièrement sont faites aux différents propriétaires des terrains concernés afin d'avoir leurs accords pour y déverser des tonnes de béton sur des terres cultivables (elles deviennent rares dans notre secteur posant souvent problèmes et difficultés aux jeunes agriculteurs voulant s'installer) en vue de pouvoir implanter ces engins de plusieurs tonnes et y installer toutes les infrastructures permettant d'acheminer le courant (construction d'imposantes tranchées pour les câbles).</p> <p>Bien que semblant parfaitement écologique et sans nuisance aucune, ce type d'installation dénoncé de plus en plus souvent par de nombreux organismes officiels (voir le rapport de l'UDAP59 du 10 juin 2020), a de nombreux impacts nocifs tant sur le plan santé qu'environnemental :</p> <ul style="list-style-type: none"> - perturbations du champ magnétique naturel influant sur les migrations d'oiseaux. - élevage de cheptel pouvant connaître des troubles divers et variés (deux élevages de proximité sur les secteurs de Monchecourt et d'Emerchicourt) : morts de vaches à Mazinghen près de Cambrai. - nuisances sonores pouvant entraîner des acouphènes, vertiges, insomnies (troubles reconnus par la Cour suprême du Portugal). - troubles du sommeil (l'Académie de Médecine et l'Organisation Mondiale de la Santé préconisent des implantations d'éoliennes à 1500 m. des habitants). - risque d'accident non négligeable lors des ruptures de pales et de chutes d'éléments par projection de glace (phénomène de condensation). <p>Ces sociétés qui ne sont pas stables dans le temps peuvent entraîner des risques financiers tant au niveau de la commune que des propriétaires des terrains lors de la fin de bail, laissant à l'abandon en friches industrielles ces sites (souvenons-nous des friches des mines et d'Usinor avec les pollutions d'amiante).</p> <p>A mentionner la dévalorisation du patrimoine immobilier des habitants pouvant parfois entraîner l'impossibilité de vendre son bien.</p> <p>En conclusion, je ne suis pas favorable à cette implantation d'éoliennes sur les communes d'Aubercourt - Emerchicourt - Monchecourt.</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p> <p>LECONTE Daniel 14, rue Jean-Baptiste 59580 - ANSUME</p>

Association d'opposants (Mathon) registre
Monchecourt

lettre annexée au registre le 12 décembre 2020
Hubert DERIEUX
Commissaire Enquêteur

REFLEXIONS AU NIVEAU DU PROJET EOLIEN DE L'OSTREVENT.

La Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) a fait la critique du dossier sur plusieurs domaines : impact visible à partir du TERRIL ST ROCH de Monchecourt, impact sur le TERRIL ST MARIE d'Auberchicourt (reconnu au patrimoine mondial de l'UNESCO), impact sur le Musée de la Mine de Lewarde, ces 2 derniers classés « site classé ou bassin minier ». Ce projet est le 1^{er} projet éolien aussi proche de sites classés.

Il est indiqué qu'il aurait une continuité écologique le long du Cavalier d'Azincourt ancien vestige de la sidérurgie et de la fosse ST ROCH vers le CHAUFOUR : mais celui-ci viendrait perdre une partie importante de sa végétation pour cause de broyage pour éviter de gros problèmes de dégâts de nuisibles liés aux cultures à la demande des agriculteurs et des chasseurs. De plus pour le transport des mâts et des pales, le promoteur souhaite passer dans les chemins de remembrement d'Auberchicourt (L'accord de l'A.F.R n'a toujours pas été demandé) avec l'accès par la ferme Brabant pour arriver au Hameau d'Azincourt de couper tout droit par le domaine du Cavalier (car à cet endroit il y a deux courbes), et donc de couper toute la végétation et les arbres sur le passage sans la remplacer. Si par hasard ceux-ci sont remplacés il faudra des années pour qu'ils reprennent leur fière allure.

Les éoliennes E2 et E6 sont à 50-60 mètres de bois ou de haie où se logent multitude d'oiseaux chouettes, hiboux ou rapaces variés et également du gibier à poil ou à plumes (groupe de chevreuils aussi). L'Autorité recommande de les déplacer pour avoir une distance de au moins 200 mètres en bout de pales, conformément aux préconisations du guide EUROBATS(1). Pourquoi rester sur le projet initial ?

L'étude du bruit : il y aura des dépassements des émergences réglementaires en période nocturnes, un bridage serait prévu la nuit, mais dans d'autres PARCS cet aspect à été oublié au détriment des habitations riveraines.

Etude du DREAL HAUT DE France : Il est indiqué que ce futur PARC est implanté dans une campagne réduite et se trouve coincé entre ces villes et

Hubert DERIEUX
Commissaire Enquêteur

33M

leurs hameaux. Exemple Auberchicourt: 1° de la place Suzanne Lannoy : 2 éoliennes E1 et E2 sont fortement visibles et situées dans l'axe de l'Eglise (photo montage 29) Ceci dénature l'espace public et surplombe l'édifice religieux. 2° Le cimetière britannique le recueillement sera perturbé par les machines en mouvement et malgré des mesures paysagères qui doivent être agréées par les autorités compétentes et non encore demandées 3° Les Monts D'Erchin risquent de se trouver coincés entre le PARC DE L'OSTREVENT et celui DES MOULINS (toujours au point mort depuis 4 ans grâce aux recours de SOS NATURE du DOUAISSIS)

RAPPORT de la DDTM : Il préconise des suivis écologiques des populations d'oiseaux (rapaces et chouettes ou hiboux, oiseaux nicheurs et de chauves-souris) mais l'on ne parle pas de la faune en matière de gibier comme la perdrix grise en voie d'extinction et dont le biotope se dégrade sans cesse. Qu'en serait-il avec une baisse sensible des populations ? : il sera trop tard !. Demande de créations de liaison entre le Garage d'Azincourt et les Quarante et entre les Champs Paumurs, le Chauffour et la Verrerie d'en Bas : NOUS VOULONS AVOIR DES PRECISIONS SUR CELA ? S'il s'agit de plantations de haies, cela nous paraît improbable car la majorité des agriculteurs n'en veulent pas malgré un besoin réel lié à la recrudescence d'orages ces dernières années et la dernière en 2020 et la reconnaissance en catastrophe naturelle de la commune de Auberchicourt.

RAPPORT en réponse de BORALEX : à la MRAE, DREAL, et la DDTM. Il est indiqué en page 11 de ce rapport que des mesures intéressantes sont proposées. Or la réalité et toute autre, aucune mesure n'a fait l'objet d'une demande officielle à ce jour. Et donc aucun protocole d'accord avec les propriétaires et exploitants n'a été proposé.

Quant au Busard cendré « l'espèce à été observé à 500 mètres des éoliennes » donc il n'y a pas danger ! Est-ce bien raisonnable et professionnel de parler de cette façon, on ne peut pas comparer des oiseaux qui volent sur un secteur important et varié à des plantes qui ne bougent pas.

CONCLUSION :

Ce projet nous paraît comme une mascarade par rapport à la réalité sur le terrain. Il serait encore temps d'arrêter ce projet :

Hubert DERIEUX
Commissaire Enquêteur 2

_ par esprit de bons sens.

_ pour remplir le futur lotissement d'Emerchicourt qui est au point mort et que ce projet n'arrangerait pas. Cela ne plairait pas aux éventuels acquéreurs.

_ par le fait que certaines Municipalités situées à moins de 6 kms ne sont pas favorables à ce projet Ex : Marcq et Marquette en Ostrevant et d'autres non pas encore donner leur décision.

_ par le fait que le Président MACRON veut relancer le nucléaire qui maintenant donne plus de garanties en matière de rentabilité et de propreté et que le Conseil Régional dit « stop aux nouveaux projets TROP C'est TROP »

_ par le fait que l'Enquête Publique a lieu en pleine période de confinement et que toute cette procédure est restée dans le secret durant 4 ans sans information du public et en absence de réunion publique ou concertation.

Pour les opposants au projet pour la défense de la nature

25.11.2020
RECEVU - PLAN DU HAMEAU
FIGURE ANCIENNE
D'AZINCOURT
Hubert DERIEUX
Commissaire Enquêteur 3
HOUVERTE
VOIE SANS CAVILIER
VENDU 1000000

34M	<p>Ketels Franck registre Monchecourt</p> <p><i>M/ Lettre annexée au registre le 12 décembre 2020</i></p> <p>Franck KETELS 27 Avenue du Groupe Lorraine 62117 BREBIERES</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p> <p>Mr Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur MAIRIE de MONCHECOURT</p> <p>Brebières, le 10 décembre 2020</p> <p>Objet : réclamation Enquête Publique PARC EOLIEN DE L'OSTREVENT</p> <p>Monsieur,</p> <p>Je viens d'apprendre par un ami du secteur concerné, qu'une Enquête Publique a lieu actuellement sur 3 communes dont AUBERCHICOURT au sujet de l'implantation d'un parc éolien. En regardant sur le site internet, j'ai vu que je suis directement impacté par le deuxième MAT : E2 qui serait construit sur la parcelle N°53 lieudit « chemin de Monchecourt ». Or je suis propriétaire de la parcelle voisine N°51 qui se situe à une distance très proche de la parcelle.</p> <p>Cette parcelle est une peupleraie d'environ 30 ans dans laquelle mes amis et moi pratiquons la chasse du pigeon ramier au poste fixe uniquement. Depuis la création de ce bois une biodiversité s'est installée progressivement dans ce lieu où la faune et la flore sauvage se développe en toute tranquillité et l'on voit une population de chevreuils grandissante d'années en années qui y séjourne en s'alimentant, faisant la navette avec les anciennes voies ferrées du CAVALIER D'AZINCOURT.</p> <p>Les 3 Sociétés de chasse présentent en limitrophe de mon terrain considèrent mon terrain comme une réserve à repeuplement naturel car dans le secteur il n'y a que de la culture. Certains chasseurs d'images viennent régulièrement faire des clichés d'espèces d'oiseaux rares comme hiboux, faucons ou autres busards, que les chasseurs les respectent.</p> <p>Il serait navrant qu'à cause du développement d'énergies renouvelables, dont l'intérêt reste à démontrer, que cette biodiversité soit détruite. Je m'oppose catégoriquement à cette implantation E2 qui en plus se trouverait à moins de 60 mètres de la route départementale 47. Par principe de précaution et de sécurité, il est anormal de réaliser ce mat à cet endroit.</p> <p>Je suis très engagé dans la régulation des espèces nuisibles en tant que Lieutenant de Louveterie dans le PAS de CALAIS limitrophe du DOUAISIS et passe beaucoup de temps bénévolement à cette activité.</p> <p>Merci de bien vouloir faire remonter cette information, et vous prie de recevoir mes salutations distinguées.</p> <p>Franck KETELS</p>	
35M	<p>Famille Lambert registre Monchecourt</p> <p><i>M/ Je soussigné La famille LAMBERT... le projet des éoliennes pour les nuisances de la nature et du bon sens... nuisances pour le point de vue les amis... et charges me sont pesées... l'électricité... et donc de voir des éoliennes... qui quand elles sont installées... nous Air EOLIENS... sur l'habitat...</i></p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p>	

36M	<p>Bernard Jean-Michel registre Monchecourt</p> <p>13/ M. BERNARD JEAN MICHEL DE SUIS COMITE DE PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE - 59116 FAUVET (NORD PAS DE CALAIS - ET BERNARD) AVANTAGE VISUEL</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p>	
37M	<p>Verove Marie-Luce registre Monchecourt</p> <p>14/ Lettre de 6 pages annexée au registre le 10 décembre 2020</p> <p>Madame VEROVE Marie-Luce 3937 rue du moulin blanc prolongée 59165 AUBERCHICOURT</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p> <p>Projet éolien d'Ostrevent</p> <p>Acquéreuse en décembre 2013 de cette propriété classée en zone C, c'est-à dire zone réservée à l'activité agricole, et au vu de l'observation : le terrain est situé dans une zone de protection du patrimoine archéologique, le principal choix de cette acquisition était cette zone de protection d'un patrimoine non touchable, patrimoine dont mes enfants seront héritier. Je suis donc stupéfaite d'apprendre qu'une étude presque terminée concerne un parc éolien composé de 6 aérogénérateurs et de 2 postes de livraison sur 3 communes dont Auberschicourt où je réside.</p> <p>ZOOM sur l'aire d'étude immédiate</p> <p>Ce périmètre de 1 km autour du secteur d'implantation éolien permet de considérer les lieux de vie les plus proches soit la première couronne de villages autour du site éolien. Ces villages en vis-à-vis direct avec le site éolien méritent une attention spécifique afin d'adapter le projet et limiter au maximum les impacts paysagers.</p> <p>Quels sont les impacts liés aux enjeux paysagers ? La présence d'influence visuelle sur les plaines est totalement confirmée par l'évaluation : l'impact est-il nul sur ces paysages ?</p> <p>Je me permets de vous signaler que je n'ai eu aucune visite, aucune enquête, aucune concertation et pourtant ma famille et moi-même sont de toute évidence concernées.</p> <p>Et l'état des risques naturels, miniers et technologiques ?</p> <p>La situation de ma maison au regard du zonage réglementaire est dans une commune de sismicité de zone 3. Et pourtant 1 500 tonnes de béton utilisées pour ces implantations n'auront-elles pas un impact dans cette zone ?</p> <p>Une étude a-t-elle été réalisée sur les probabilités de risque tempête ?</p> <p>En 2018, un saule pleureur d'une centaine d'années, pourtant protégé par d'autres arbres et murs qui entourent le jardin, a été déraciné.</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p>	

L'enquête publique est destinée à « assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement. »

Quelles informations ? Quelles participations ? Quelles décisions ?

Comment peut-on accorder un parc éolien sans consultation des habitants de la commune ?

Pourquoi a-t-on ce sentiment de manque d'informations et de consultation préalable ?

Et notre cadre de Vie ?

Un territoire à préserver

La Communauté de Communes Cœur d'Ostrevent s'est engagée dans une véritable démarche de mise en synergie de l'ensemble des partenaires locaux, sur des actions visant à la mise en valeur des ressources naturelles, la reconquête de la qualité de l'eau, l'encouragement de pratiques non polluantes, l'amélioration du cadre de vie, dans l'esprit du développement durable.

Un des objectifs de cette compétence est de protéger et valoriser le patrimoine naturel pour offrir aux habitants du territoire des paysages, un patrimoine bâti et des espaces naturels de grande qualité. Il s'agit notamment de favoriser l'accès à la nature tout en préservant l'équilibre des écosystèmes: réalisation de la Trame Verte ...

Enfin le Cœur d'Ostrevent s'engage dans la promotion de la protection de l'environnement. La sensibilisation et l'éducation à l'environnement impliquent donc la poursuite de la concertation entre les différents acteurs locaux, et l'information du public.

Ma demeure est située au croisement du chemin vert où beaucoup de promeneurs pédestres et cyclistes se promènent tous les jours de semaine et le week-end.

Un parc éolien est-il une valeur de patrimoine naturel et offrera-t-il aux habitants et aux visiteurs un espace naturel de grande qualité ?

Hubert DERIEUX
Commissaire Enquêteur

2

Selon le rapport Afsetx Impacts sanitaires du bruit généré par les éoliennes
Saisine n°: 2006/005Mars 2008 11

BRUIT ET NUISANCES SONORES DES ÉOLIENNES

Le bruit des éoliennes repose sur une problématique de propagation acoustique à grande distance. Le niveau sonore induit par un parc éolien dépend d'un nombre très important de facteurs.

DIFFICULTÉS DE MESURAGE DES ÉMERGENCES SONORES

Il est difficile d'évaluer précisément le bruit émis par un site. En effet, en plus des limites actuelles des instruments de mesure, on doit rendre compte d'une valeur de bruit en considérant la notion d'espace

Dans le contexte actuel, la difficulté majeure reste le passage du court terme au long terme. Ceci est d'autant plus important que des mesures de contrôles peuvent être demandées.

En effet, pour des raisons de temps et d'économie, ces mesures ne pourront être que de court terme.

Sera-t-on capable dans ce cas, d'interpréter des résultats de calcul prévisionnel de long terme par rapport à des mesures de court terme ? C'est pour cela qu'il est plutôt envisagé de faire des prévisions pour des situations extrêmes.

Outre le risque de fatigue auditive (déficit temporaire d'audition), de perte auditive et de surdité, les impacts potentiels du bruit sur la santé sont nombreux. L'exposition chronique au bruit entraîne des modifications au niveau endocrinien, dont une des conséquences majeures est l'atteinte des défenses immunitaires de l'individu exposé. Le bruit est également susceptible de provoquer des troubles chroniques du sommeil et du système digestif, une élévation de la fréquence cardiaque, de la pression artérielle et une accélération du rythme respiratoire. Il impacte aussi de façon négative les facultés de concentration et de mémoire. Il faut noter cependant que toutes les études sur ces points ne sont pas parfaitement convergentes. Enfin, le bruit jouerait un rôle déterminant dans l'évolution des états anxio-dépressifs. Il serait à l'origine d'une agressivité accrue, d'une augmentation du nombre de conflits etc.

Néanmoins les recherches tendent à montrer que si le bruit ne provoque pas une augmentation des cas pathologiques, il semble aggraver les problèmes psychologiques préexistants.

Il faut donc prendre en compte les susceptibilités individuelles.

En effet, il existe une vulnérabilité individuelle au bruit. Ainsi, certains troubles métaboliques ou l'existence d'une hypertension artérielle peuvent potentialiser l'effet délétère du bruit. De même, l'exposition au bruit associée aux vibrations et à des agents chimiques ou médicamenteux peut augmenter le risque de traumatisme auditif.

Si la sensibilité au bruit est très inégale dans la population, le sentiment de ne pouvoir «échapper» au bruit auquel on est sensible constitue une cause de souffrance accrue qui accentue la fréquence des plaintes subjectives d'atteinte à la santé.

Hubert DERIEUX
Commissaire Enquêteur

3

Questions qui demandent des réponses

- Que fait-on pour le terrain où est bâtie ma demeure « le terrain est situé dans une **zone de protection du patrimoine archéologique** » ?

- Et l'état des risques naturels, miniers et technologiques ?

La situation de ma maison au regard du zonage réglementaire est dans une commune de sismicité de zone 3. Et pourtant **1 500 tonnes de béton utilisées pour ces implantations n'auront-elles pas un impact dans cette zone ?**

Une étude a-t-elle été réalisée sur les probabilités de risque tempête ?

En 2018, un saule pleureur d'une centaine d'années, pourtant protégé par d'autres arbres et murs qui entourent mon jardin, a été déraciné.

- Comment peut-on accorder un parc éolien **sans consultation des habitants** de la commune ?

Je me permets de vous signaler que je n'ai eu aucune visite, aucune enquête, aucune concertation et pourtant ma famille et moi-même sont de toute évidence concernées par le projet éolien.

- L'enquête publique est destinée à « assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement. »

Quelles informations ? Quelles participations ? Quelles décisions ?

- Pourquoi a-t-on ce sentiment de **manque d'informations et de consultation préalable** ?

- Et notre **cadre de Vie** ?

Ma demeure est située au croisement du chemin vert où beaucoup de promeneurs pédestres et cyclistes se promènent tous les jours de semaine et le week-end.

- Un **parc éolien** est-il une valeur de **patrimoine naturel** et offrira-t-il aux habitants et aux visiteurs un **espace naturel de grande qualité** ?

Nuisances sonores


- Une étude locale systématique préalablement à toute décision a-t-elle été menée ?

A cet effet on dispose actuellement de possibilités d'étude fines et de simulations qui permettent de s'assurer du respect de la réglementation et de l'environnement des riverains proches ou éloignés avant la mise en place d'un parc éolien.

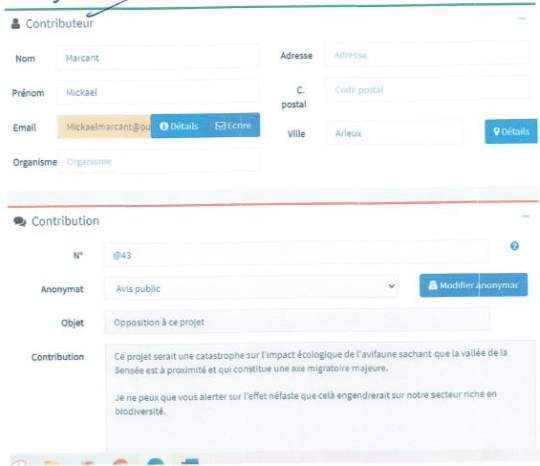
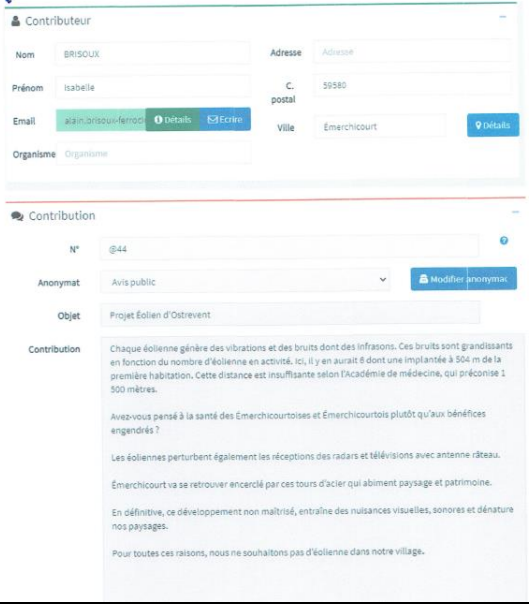
- Cette étude spécifique a-t-elle été effectuée chez tous les riverains : nuisance sonore extérieure, dans le jardin, dans la maison **fenêtres ouvertes**, **fenêtres fermées** ? Pour ma part, aucune étude, aucun contact

 Hubert DERIEUX
Commissionnaire Enquêteur

4

	<p>* Quel est le plan d'indemnisations en cas de détérioration de la santé ?</p> <p>* Que fait-on pour les facteurs négatifs : caractère inesthétique, la détérioration du paysage, de l'environnement naturel et l'impact négatif sur certaines espèces d'oiseaux ?</p> <p>La recherche d'une demeure à la campagne, dans les champs, isolée, sans bruit extérieur que le chant des oiseaux a été notre seul critère de choix pour l'achat de cette maison.</p> <p>* Quelle sera la valeur de ma demeure après cette implantation ? Quelles sont les indemnités prévues ?</p> <p>Par ailleurs, ne serait-il pas judicieux de raccorder des installations d'assainissement au réseau public de collecte toutes les maisons de notre commune ?</p> <p>Et les 11 millions de consommateurs environ sont raccordés aux réseaux de distribution de gaz naturel. Et pourquoi pas notre rue ?</p> <p>Et parlons de la voirie ... pas un semblant de trottoir et pourtant beaucoup de promeneurs fréquentent ce lieu. D'énormes flaques d'eau à traverser avant de pouvoir accéder à ma porte d'entrée</p> <p>Il serait peut être judicieux que nos élus jettent un regard sur tous leurs électeurs !</p> <p>Quels sont les impacts liés aux enjeux locaux ?</p> <p>Comment La densité des villes et villages en habitats regroupés et le relatif éloignement du projet à ces zones urbanisées sont-ils considérés ? engendrent-ils des impacts sur ces établissements humains ? La contention du projet sur l'horizon et son isolement dans la plaine, permettent-ils de ne pas apercevoir ce parc dans des fenêtres brèves, cadrées ? N'y aura-t-il pas d'effet de domination depuis la route ? Depuis les habitations avoisinantes ?</p> <p>Quels sont les impacts liés aux enjeux patrimoniaux ?</p> <p>L'évaluation du projet confirme-t-il l'absence de covisibilité avec les éléments patrimoniaux protégés ? Concernant le cimetière, le projet est-il visible depuis ces lieux ? perçu avec suffisamment de recul devant l'immensité du ciel pour ne pas paraître imposant ? La contention spatiale du projet se limite-elle à une fenêtre visuelle réduite ?</p> <p>L'impact acoustique du projet éolien sera-t-il maîtrisé ?</p> <p>Après la mise en service du parc, y aura-t-il des nouvelles études acoustiques régulières permettant de vérifier la conformité de ce dernier vis-à-vis de la réglementation acoustique, et d'adapter le bridage le cas échéant.</p> <p style="text-align: center;">  Hervé DERIEUX Commissaire Enquêteur </p> <p>Quel sera l'impact sur la faune compte tenu du nombre important de l'espèce de lézards et batraciens très présents de cet environnement qui ne leur serait pas favorable ?</p> <p>D'après l'explication du phénomène de perturbation des ondes par les éoliennes, TV, radio, téléphone, antennes de relais de téléphonie mobile, etc : les éoliennes, dont les pales contiennent des éléments métalliques, peuvent réfléchir et diffracter les ondes électromagnétiques et ainsi créer une altération du signal en interférant avec celui-ci. Quelles sont donc les solutions ? Là où on attend le réseau fibre toujours pas installé</p> <p style="text-align: center;">Réflexion</p> <p>La campagne d'Ostrevent c'est le choix d'un territoire qui focalise les rêves de citadins pour un cadre de vie meilleur : une nature intacte, une vie au rythme moins effréné et aux contacts plus humains, la population qui le compose devient ainsi de plus en plus diverse, et exprime des visions du futur de plus en plus meilleures. La part des agriculteurs diminue et le regard posé sur la campagne s'avère de plus en plus citadin. L'opposition entre production et protection des espaces naturels est de plus en plus forte. Aussi, l'arrivée des éoliennes dans cet espace peu peuplé, à l'habitat dispersé provoque une vive réaction. Une opposition organisée est normale et attendue. Les promoteurs de l'éolien doivent composer désormais non seulement avec les élus locaux, mais également avec des riverains de plus en plus actifs.</p>	
38M	Dubaele Bernard registre Monchecourt	

	<p>15/ Pour un projet éolien je suis totalement contre. Aucune concertation avec la population surtout les plus proches riverains - tout du contact municipal - une machine à tué entre une Route Départementale, une arête d'eau et un conduit de gaz haute pression, la plus proche habitation à 504 m, la terre au charbon pied. Enquête publique en plein Covid → aussi limite de demande le report de cette enquête. Performance + éolien ça fait beaucoup.</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p>	
39M	<p>Mekil et Cocmon registre Monchecourt</p> <p>Je souscris Mme MEKIL Marine et Mr COCMON Benoît à ce contre le projet éolien pour des raisons de paysages, sonores et visuelle des problèmes de réception TV etc. Nous nous situons aux premières loges car nous habitons au 25 rue d'Amiche 59858 Marquise-D'Armentières.</p> <p>*NON au projet éolien!</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p>	
40RN	<p>Saintobert Marie-Paule registre numérique</p> <p>RN n°10</p> <p>Contributeur</p> <p>Nom: SAINTOBERT Adresse: Adresse</p> <p>Prénom: Marie-paule C. postal: Code postal</p> <p>Email: marie-paule.saintobert Ville: ville</p> <p>Contribution</p> <p>N°: @37</p> <p>Anonymat: Avis anonyme Modifier anonyme</p> <p>Objet: Projet Eolienne commune d'Emerchicourt</p> <p>Contribution</p> <p>Bonjour, j'ai pris connaissance de votre projet d'installation d'Eolienne sur le secteur d'Emerchicourt, et notamment dans le secteur des Fermes.</p> <p>Je suis surprise de cette proximité d'installation d'une éolienne si proche de nos habitations. En effet, il semblerait que l'une d'elle soit située à moins de 500 mètres de nos domiciles !!!</p> <p>Il est à rappeler que notre village accueille des enfants déficients intellectuels, dont le comportement peut être perturbé par la moindre gêne extérieure !</p> <p>N'y a-t-il pas un réel danger pour la santé de ces jeunes que nous accueillons dans UN VILLAGE SI PAISIBLE, pour notre population qui va subir de très très près des nuisances sonores, voire des risques pour la santé des plus fragiles !</p> <p>Une dévaluation de nos propriétés,</p> <p>Pour toutes ces raisons, JE VOUDRAIS VOUS SIGNIFIER MON DESACCORD QUANT A LA VALIDATION DE CE PROJET !</p>	
41RN	Marcant Mickaël registre numérique	

	<p><i>RN n° 11</i></p>  <p>The screenshot shows a digital contribution form. The 'Contributeur' section includes fields for Nom (Marcant), Prénom (Mickaël), Email (mickaëlmarcant@orange.fr), and Adresse (Arlieux). The 'Contribution' section includes a N° (@43), Anonymat (Avis public), and a detailed text about opposition to a project, mentioning ecological impact and biodiversity.</p>	
42RN	<p><i>RN n° 12</i></p> <p>Brisoux Isabelle registre numérique</p>  <p>The screenshot shows a digital contribution form for Isabelle Brisoux. The 'Contributeur' section includes fields for Nom (BRISOUX), Prénom (Isabelle), Email (isabelle.brisoux@orange.fr), and Adresse (Émerchicourt). The 'Contribution' section includes a N° (@44), Anonymat (Avis public), and a detailed text about the impact of wind turbines on the environment and health, specifically mentioning vibrations and noise.</p>	
43A	<p>Régnier Henri registre Auberchicourt</p> <p><i>9/ Je suis inquiet de la nuisance sonore car ma habitation se situe à 50m de la ligne d'arrivée d'un éolien. Une distance de 200m me paraît plus raisonnable. Henri Régnier 756 Rue de M. B. de Auberchicourt. 10/11</i></p>	
44RN	<p>Dumont Michel registre numérique</p>	

	<p>RN n°13</p> <p>Contributeur</p> <p>Nom: Dumont Adresse: Rue du Moulin Blanc Proximité</p> <p>Prénom: Michel C. 55050</p> <p>Email: domontmichel@gmail.com Envoyer Ecrire</p> <p>Ville: Auberchicourt Envoyer</p> <p>Organisme: Organisme</p> <p>Contribution</p> <p>Ce projet est perçu comme un beau projet en plein milieu des champs. Mais il en n'est rien ! C'est en fait l'implantation d'un parc de 6 éoliennes dont la première sera à 504 m des premières maisons, proche de la route et proche des chemins de randonnées. Ce parc sera visible à 25km à la ronde. Elles pourront être visibles de la place d'Auberchicourt dans l'axe de l'église.</p> <p>Ces éoliennes se dresseront à un hauteur de 150 m à proximité du chemin de randonnées le cavalier d'Azincourt emprunté par de nombreuses personnes qui cherchent la quiétude et apprécient le paysage. La faune et la flore s'est développée au fil des années. Ce parc éolien va dénaturer le paysage et toucher toutes la faunes environnantes. Des espèces protégées sur le terri Sainte Marie classé au patrimoine de l'unesco risquent de disparaître. Pour acheminer les mats et les palmes des zones arborées vont être détruits.</p> <p>Quel visuel après cette implantation !!!</p> <p>Que dire des nuisances sonores / Apparemment aucune étude ne serait faite : aucun micro n'a été implanté dans notre terrain ni chez nos voisins alors que nous sommes à 500 m des futures éoliennes. Comment peut-on nous garantir alors que cela n'impactera pas notre tranquillité ?</p> <p>Que dire aussi d'imposer un tel projet pour un intérêt écologique qui provoquera la pollution du</p> <p>Contribution</p> <p>Que dire aussi d'imposer un tel projet pour un intérêt écologique qui provoquera la pollution du sol étant donnée la quantité de béton (1500 tonnes) et de ferrailles (40 tonnes) utilisée pour ces infrastructures.</p> <p>Que dira de l'entretien de ces éoliennes : qu'advendra-t-il de ces éoliennes dans une quinzaine d'années, de ces palmes non recyclables ?</p> <p>Les éoliennes provoque des nuisances sonores, visuelles avec des effets tromboïscopiques. Quel impact sur notre santé ?</p> <p>Pourquoi implanter des éoliennes alors que d'autres alternatives existent comme l'implantation de panneaux photovoltaïques ?</p> <p>L'enquête publique a lieu en pleine période de confinement. La procédure est faite sans concertation ni réunion publique dans le plus grand secret depuis 4 ans.</p> <p>A cause de toutes ces zones d'ombres nous sommes DÉFAVORABLES à ce projet qui, tel qu'il est présenté, nous semble être dénué de bon sens.</p>	
45RN	<p>Pottier Frédéric registre numérique</p> <p>RN n°14</p> <p>Contributeur</p> <p>Nom: Pottier Adresse: Adresse</p> <p>Prénom: Frederic C. Code postal</p> <p>Email: frederic.pottier@la-tribune.fr Envoyer Ecrire</p> <p>Ville: Auberchicourt Envoyer</p> <p>Organisme: Organisme</p> <p>Contribution</p> <p>Monsieur,</p> <p>J'ai pris connaissance récemment d'une étude d'installation d'un parc éolien sur les communes d'Auberchicourt, de Monchevillers et d'Émerchicourt, tel a été ma surprise en l'apprenant car la mairie d'Auberchicourt n'en a pas fait la publicité ! Rien que de savoir qu'il y a une étude provoque du stress. Imaginez vous pour les habitants vivant à proximité, la pollution visuelle, les effets tromboïscopiques et les nuisances sonores de ces éoliennes de 150m de haut. Sans compter les infrasons qui provoquent des insomnies, nausées, céphalées etc... J'aime ma région, ma ville, ma campagne, la faune et la flore existantes, je suis venu avec ma famille pour vivre à la campagne dans la tranquillité. Sachez monsieur que je suis fermement opposé à ce projet éolien qui polluera nos vies. Si on veut faire de l'écologie pourquoi ne pas plutôt investir dans des parcs photovoltaïques qui eux ne font pas de bruits.</p> <p>Veuillez agréer monsieur mes salutations distinguées.</p>	
46RN	CAPH registre numérique	

<p>Contributeur RN n° 15</p> <p>Nom : TOUTE Adresse : Adresse</p> <p>Prénom : Sébastien, directeur à la CAPH C. Code postal</p> <p>Email : stouze@agglo-poit.fr Téléphone : 03 47 88 11 11 Ville : Ville</p> <p>Organisme : COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE LA POE</p>	
<p>» Dans le cadre de l'installation classée pour la protection de l'environnement, une enquête publique a été ouverte pour recueillir les avis et commentaires, des collectivités notamment, au sujet de l'installation et de l'exploitation de six aérogénérateurs sur trois communes dont une concerne le territoire de La Porte du Hainaut.</p> <p>Consciente des bénéfices de ce type d'installation pour la stabilité du climat et sur la nécessaire production locale d'énergies renouvelables, la Communauté d'agglomération pense qu'il est utile de rester vigilant sur les conséquences à court, moyen et long termes de ces équipements, même si les différentes études d'impacts qui ont été réalisées indiquent que les perturbations sur la biodiversité sont faibles, que les nuisances sonores sont limitées et que l'impact visuel est réduit.</p> <p>Ainsi que les couloirs de migration ne concernent habituellement pas le secteur prévu pour le champ d'éoliennes, il peut être certainement intéressant que l'exploitant y réfléchisse concrètement afin de porter le moins possible atteinte aux oiseaux tout de même présents sur le site sachant que des solutions existent pour réduire nettement les risques de collision.</p> <p>Au sujet du bruit, l'avis de la MRAE / Mission Régionale de l'Autorité Environnementale fait craindre une propagation du bruit des pales la nuit, ce qui pourrait nuire à la tranquillité des résidents qui se situent à proximité du champ d'éoliennes, les premières maisons étant à 504 mètres (juste en deçà de la limite réglementaire des 500 mètres). S'il était avéré qu'il existe des dépassements des émergences réglementaires, il conviendrait dès lors d'obliger l'opérateur et l'exploitant du champ d'éoliennes de prendre les mesures utiles et efficaces pour diminuer dans les plus brefs délais les effets sonores des aérogénérateurs.</p> <p>Concernant la pollution visuelle autre que celle des pylônes électriques, pollution visuelle indéniable, il est noté que des aménagements principalement paysagers sont prévus. Les pouvoirs publics doivent s'assurer de l'origine des espèces plantées en exigeant des sources locales. Un point de vigilance est à avoir sur le remplacement des pieds de végétaux n'ayant pas résisté ainsi que sur la qualité de l'entretien des aménagements mis en place durant plusieurs années.</p> <p>Enfin, comme le souligne le Conseil municipal de la commune d'Émerchicourt, une demande de précision sur la fin de vie des éoliennes est souhaitée également par La Porte du Hainaut, notamment les garanties financières avec leur montant précis face à des travaux de retrait des mâts et pales tout comme du socle en béton (fondations) et des équipements connexes. D'ailleurs, il semblerait que l'excavation complète des fondations n'est pas encore obligatoire en France. Est-ce exact et, si oui, quelle garantie peut avoir le territoire à ce propos ? »</p>	

Walker Jean

Contributeur

Nom: Jean WALKER Adresse: Adresse

Prénom: Prénom C: Code postal

Email: jeanwalker@orange.fr [Intéval](#) [Éditer](#) Ville: Ville

Organisme: Organisme

Contribution

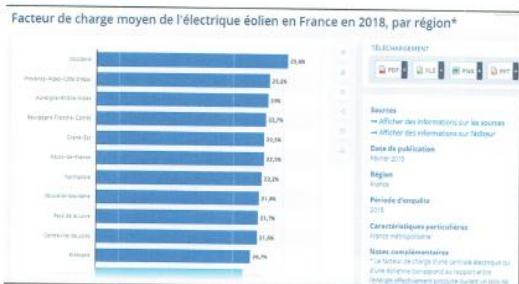
Jean Walker à Mr Hubert Derieux Commissaire Enquêteur Bonjour Mr Derieux, veuillez trouver ci dessous mes remarques quant au projet éolien d'Ostrevent. 1) Sur l'information et la participation du public, il m'apparaît tout à fait anormal que l'enquête publique soit ouverte en période de confinement sanitaire et de restrictions diverses. On chercherait à réduire la participation à l'enquête qu'on ne s'y prendrait pas autrement... (l'utilisation d'internet ou de la voie postale constituant un frein à la participation d'un bon nombre de personnes). Ce projet étant en cours depuis juillet 2018, il n'y aurait pas eu grand dommage à reculer l'enquête jusqu'au printemps prochain par ex. Par ailleurs si l'enquête publique a bien été annoncée par voie de presse, il n'y a eu en revanche aucune information délivrée de plus en amont aux habitants des communes les plus concernées (par ex via des réunions organisées par les municipalités, conjointement avec le porteur de projet). Cette phase de concertation préliminaire est pourtant recommandée par le ministère de l'environnement dans ses guides d'étude d'impact. 2) Incidence sur la santé et le bien être des riverains Une éolienne à 504 m de la première habitation... Il Bien sûr la réglementation est respectée (plus de 500 m) rétorque le porteur de projet Mais est-ce réaliste et sans incidence sur les riverains ? Sachant que les émergences sonores dépassent les valeurs réglementaires en période nocturne, régime normal... Sur ce point, il faut d'ailleurs souligner la présence à Emauchicourt d'un Institut Médico Éducatif (IME), centre de soins pour handicapés mentaux (sur le site de l'établissement, géré par "Les Papillons Blancs", il est indiqué "la déficience intellectuelle peut s'accompagner de différents troubles, tels que des troubles de la personnalité, des troubles moteurs et sensoriels, des troubles graves de la communication...") Ce type d'établissement fait partie de ceux auxquels une attention particulière doit être apportée lors de l'implantation d'éoliennes, notamment en termes d'émissions sonores (voir pièce jointe 1) On remarquera d'ailleurs qu'il n'est fourni aucune pièce relative à l'avis d'une autorité de santé comme l'ARS. Un éventuel bridge pour correction, postérieur à l'installation, est promis par le porteur de projet... Les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent, nombreux sont les cas où les riverains, voir même le préfet ont beaucoup de mal à faire tenir ces engagements... voir ci après par ex le champ éolien d'Echauffour dans l'Orne. Commentaire d'un riverain : "La préfète de l'Orne avait expédié un avis de mise en demeure à Voltalia pour que les éoliennes d'Echauffour soient aux normes le 2 décembre. Nous sommes le 3 décembre Voltalia est complètement en dehors des clous et les éoliennes font plus de bruit que jamais Suite à la visite d'un responsable de la Dreal à Echauffour, il apparaît que la préfète a cédé devant Voltalia Malgré toutes les dérogations, avantages, subventions passe-droits accordés depuis 20 ans aux promoteurs éoliens, certains ne respectent même plus les lois de la République." Avec le lien ci dessous, si vous le souhaitez vous pouvez trouver davantage de précisions sur cet exemple récent, qui n'est malheureusement qu'un témoignage parmi de nombreux autres disponibles. (voir aussi la pièce jointe 2) https://actu.fr/normandie/echauffour_61150/a-echauffour-le-cauchemar-le-aux-éoliennes-continue_34141150.html 3) Impact sur le paysage Le champ éolien des Moulins, déjà prévu sur les [communes](#) de Roucourt/Dechy/Cantin se situerait

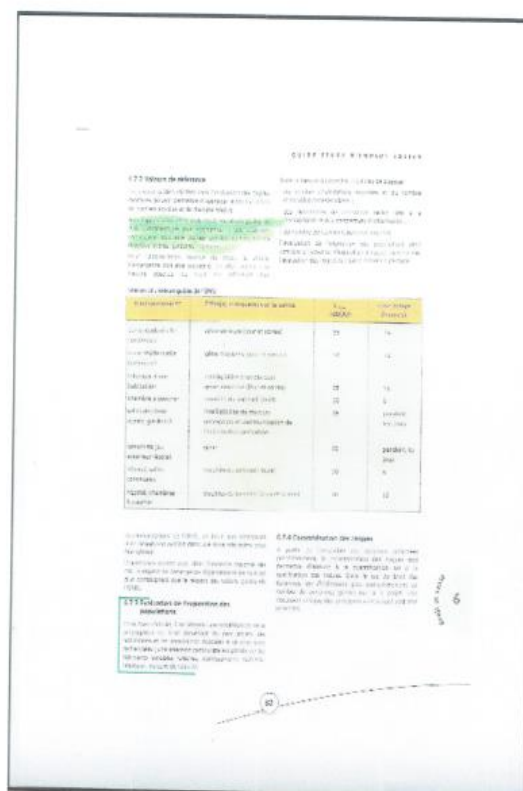
troubles de la personnalité, des troubles moteurs et sensoriels, des troubles graves de la communication...") Ce type d'établissement fait partie de ceux auxquels une attention particulière doit être apportée lors de l'implantation d'éoliennes, notamment en termes d'émissions sonores (voir pièce jointe 1) On remarquera d'ailleurs qu'il n'est fourni aucune pièce relative à l'avis d'une autorité de santé comme l'ARS. Un éventuel bridge pour correction, postérieur à l'installation, est promis par le porteur de projet... Les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent, nombreux sont les cas où les riverains, voir même le préfet ont beaucoup de mal à faire tenir ces engagements... voir ci après par ex le champ éolien d'Echauffour dans l'Orne. Commentaire d'un riverain : "La préfète de l'Orne avait expédié un avis de mise en demeure à Voltalia pour que les éoliennes d'Echauffour soient aux normes le 2 décembre. Nous sommes le 3 décembre Voltalia est complètement en dehors des clous et les éoliennes font plus de bruit que jamais Suite à la visite d'un responsable de la Dreal à Echauffour, il apparaît que la préfète a cédé devant Voltalia Malgré toutes les dérogations, avantages, subventions passe-droits accordés depuis 20 ans aux promoteurs éoliens, certains ne respectent même plus les lois de la République." Avec le lien ci dessous, si vous le souhaitez vous pouvez trouver davantage de précisions sur cet exemple récent, qui n'est malheureusement qu'un témoignage parmi de nombreux autres disponibles. (voir aussi la pièce jointe 2) https://actu.fr/normandie/echauffour_61150/a-echauffour-le-cauchemar-le-aux-éoliennes-continue_34141150.html 3) Impact sur le paysage Le champ éolien des Moulins, déjà prévu sur les [communes](#) de Roucourt/Dechy/Cantin se situerait

47RN

champ éolien des Moulins, déjà prévu sur les communes de Roucourt/Dechy/Cantin se situerait à l'Ouest de la crête des Monts Saint Rémy (à seulement 6 km d'Emerchicourt). S'il venait à être construit, le parc éolien d'Ostrevent se situerait en parallèle à l'Est... La crête boisée classée en ZNIEFF (Bois de Lewarde, Mont d'Erchin, bois de la Garenne) serait ainsi littéralement flanquée de chaque côté par une rangée d'éoliennes. L'impact paysager à partir du GR 121 empruntant cette crête ou à partir du sémaphore du Grand Mont (construit et financé par la CAD) serait bien évidemment désastreux. Plutôt que d'admirer, en sortie de Douai, un paysage naturel et rare car relativement préservé, les promeneurs ne pourraient que s'interroger sur les raisons qui ont poussé les décideurs à le défigurer en plantant ces gigantesques mâts... 4) Impact sur la biodiversité La MRAe souligne l'impact potentiel sur les populations de chiroptères et l'avifaune (présence notamment du Busard cendré, dans des zones limitrophes du site d'implantation). Là aussi les effets seront négatifs et il ne faut pas compter sur les contrôles à postériori de la mortalité engendrée. Les autorités administratives n'ont pas les moyens de vérifier dans quelle mesure ces contrôles sont réellement effectués, et les mesures dites "compensatoires" font aussi partie de ces engagements bien souvent oubliés. (voir pièce jointe 2) 5) Sur la production électrique promise. Le porteur de projet annonce une production annuelle de 58192 MWh... 6) éoliennes de 3,2 MW fonctionnant à leur puissance nominale en permanence pourraient théoriquement produire : $3,2 \times 6 \times 24 \times 365 = 171072$ MWh. Ces chiffres permettent le calcul du facteur de charge : $FC\ FC = 58192 : 171072 \times 100 = 33,9\%$ Ce chiffre apparaît vite comme considérablement exagéré, de telles valeurs pour la FR ne peuvent correspondre qu'à des pics de production mensuels éventuellement en période favorable mais pas à une moyenne annuelle

considérablement exagéré, de telles valeurs pour la FR ne peuvent correspondre qu'à des pics de production mensuels éventuellement en période favorable mais pas à une moyenne annuelle. Pour la région des Hautes de France en 2018, la moyenne annuelle se situait à 22,5 % (voir la pièce jointe 3) ... La zone choisie n'a rien d'exceptionnel en termes de vents qui pourrait expliquer une production de plus 50 % par rapport à la moyenne régionale... Il semble donc que le porteur de projet n'ait, là encore, pas hésité à "enjoliver" la situation... En conclusion, s'il est intéressant de développer les énergies renouvelables, l'objectif des pouvoirs publics devrait être aussi de le faire en préservant la biodiversité, l'environnement et en respectant le bien-être et la santé des populations. De par sa localisation le projet d'Ostrevent ne remplit pas ces conditions, il ne peut satisfaire que les intérêts du porteur de projet et des propriétaires de terrains concernés. Je vous informe donc ici de mon opposition à la réalisation de ce projet. Jean Walker 378, avenue de Strasbourg 59500 Douai





48RN	<p>Bulté Jean-Claude</p> <p>Bonjour Monsieur Hubert Derieux, commissaire enquêteur, Mon nom est Jean-Claude Bulté et je suis vice-président du Cercle Historique du Val de Scarpe, une association qui fait de la recherche historique et s'implique dans la conservation du patrimoine du Douaisis. Contrairement aux allégations du promoteur, relayées par l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale des Hauts de France, j'estime que le parc éolien d'Ostrevent aura un important impact négatif sur le patrimoine protégé des environs. Je partage complètement l'avis défavorable émis par Madame Véronique Stievenard, architecte des Bâtiments de France et j'y ajoute les observations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le Centre Historique Minier est implanté à Lewarde sur le carreau de l'ancienne fosse Delloye. Pour les nombreux promeneurs qui fréquentent le bois de Lewarde ou qui empruntent le GR 121, les chevalements de cet ancien puits de mine, inscrit sur la liste du Patrimoine Mondial de l'Humanité, se trouveront en covisibilité avec les éoliennes, hautes de 150 mètres. - l'étude a considéré le terroir Saint-Roch à Monchecourt uniquement vu du bas alors que, faisant partie d'une réserve naturelle, il est accessible au public. Bien qu'ayant une hauteur d'une vingtaine de mètres, il constitue un belvédère qui offre un large panorama sur tous les environs. L'installation d'un parc éolien à moins d'un kilomètre polluerait complètement les vues dont on profite depuis son sommet, en particulier sur le clocher à bulbe de l'église Saint-Martin de Mastaing (MH 1922) et sur la motte castrale d'Azincourt (ISMH 1988) à Emerchicourt. - comme précédemment, l'étude a dédaigné le terroir Sainte-Marie à Auberchicourt, pourtant inscrit (n° 21) parmi les biens du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais inscrits par l'UNESCO au Patrimoine Mondial de l'Humanité. De son sommet, les éoliennes du parc de l'Ostrevent seraient en effet parfaitement visibles. <p>Des observations que je viens d'exposer, il résulte que, par négligence ou par omission volontaire, plusieurs considérations, relatives au patrimoine bâti et aux paysages, ont été négligées. Aussi je me déclare opposé à la réalisation du projet de parc éolien d'Ostrevent. signé Jean-Claude Bulté</p>	
49RN	<p>Cavitte GON</p> <p>Bonjour Mr le Commissaire enquêteur,</p> <p>Nous vous faisons parvenir ci-joint une contribution après lecture des parties du dossier relative à l'avifaune. Nous sommes 2 signataires, membres actifs du Groupe ornithologique et naturaliste (GON) Nord Pas de Calais, association d'étude et de protection de la faune sauvage et des ses habitats.</p> <p>Merci de l'attention que vous lui porterez. Restant à disposition si nécessaire.</p> <p>Christian Boutrouille et Gaëtan Cavitte.</p>	

Contribution du Groupe ornithologique et naturaliste (GON) à l'enquête publique du projet éolien Les vents du Douaisis à Monchecourt

La consultation de divers documents mis à disposition du public nous amène à exprimer un certain nombre de remarques sur le projet.

Globalement nous estimons qu'il y a sous estimation des impacts sur l'avifaune, et notamment sur quelques espèces patrimoniales dont les busards. Si la présence de 3 espèces de busards a été constatée dans la zone concernée par le projet, les impacts sont considérés comme faibles. Pourtant une petite population reproductrice de Busards cendré, espèce classée CR (en danger critique) dans le Nord et le Pas de Calais, est présente depuis plusieurs années comme en témoigne la carte jointe des nidifications certaines de l'espèce de 2009 à 2020, certaines à des distances de l'ordre de 3 kms et une au sein de l'aire immédiate entre Emerchicourt et Monchecourt.

Compte tenu des distances effectuées par ces oiseaux au cours de leurs prospections (recherche de site de reproduction, chasse, ...) qui peuvent atteindre plus de 5 kms, il est nécessaire, au cas où le projet serait autorisé, de prévoir des mesures spécifiques de suivi et de protection des nichées en cas de reproduction. Hors la seule mesure spécifique envisagée est une réunion de sensibilisation des agriculteurs. Si cette initiative est intéressante elle est insuffisante. Il faut prévoir un suivi selon un protocole particulier. Certes un suivi réglementaire (BACI) est prévu, mais il est insuffisant. D'une part il ne prévoit d'être mis en oeuvre que durant les 3 premières années (N+1 et N+3) puis seulement à N +10 et N + 20. Pour être efficace le suivi doit être prévu tous les ans durant toute la durée de vie du parc éolien, et il doit se décliner en un programme pour suivre la mortalité notamment pendant les périodes de migration et en un programme de recherche de reproduction d'espèces patrimoniales afin de prendre des mesures de protection le cas échéant.

Il est fait mention dans l'étude écologique de la capacité d'adaptation des oiseaux, et des busards en particulier, aux éoliennes. Ce constat mériterait d'être approfondi. En effet l'habitat des Busards se confond avec les lieux d'implantation de parcs éoliens et ces oiseaux, philopatriques, trouvent de moins en moins d'autres milieux leur convenant. De l'accommodation (forcée !) des busards aux éoliennes n'empêche pas des cas de collision, comme en atteste les découvertes de cadavres dans certains parcs de notre région. Ces cas de mortalités affectent des petits noyaux de population fragile, car nous n'avons pas dans notre région de grosses populations.

Par ailleurs, les réponses aux avis de l'Autorité environnementale en matière de biodiversité ne sont pas satisfaisantes.

C'est le cas pour les emplacements des machines E2 et E6 à moins de 200 m de boisements. Cette mesure est préconisée pour minimiser les impacts sur le Chiroptères mais elle est également utile pour nombre d'espèces d'oiseaux (même si elle est insuffisante pour certaines) qui profitent de la présence de ces boisements, rares éléments de diversification au sein de la plaine cultivée. Rappelons que la grande majorité des espèces d'oiseaux sont protégées.

C'est le cas aussi pour la réponse relative au Busard cendré « observé à plus de 4 km au Sud de l'éolienne la plus au sud ... et à une distance minimal de 500 m des éoliennes » ou celle relative au Faucon crécerelle « à plus de 300 m des éoliennes projetées » Comment


peut-on, à partir de quelques observations, tirer une conclusion sur l'impact potentiel qualifié de « faible » alors que cette espèce, comme d'autres, pratique des déplacements très importants !


Le porteur de projet propose la pose d'un nichoir à Faucon pèlerin. Certes c'est une bonne idée pour conforter la population de cette espèce qui avait disparu de la région et qui est en cours de reconquête de territoire. Mais tout dépend de l'endroit envisagé, qui n'est pas déterminé. Si c'est pour le fixer sur un pylône de RTE aux environs de l'éventuel futur parc éolien c'est créer un risque de collision. Donc la pose de nichoir doit se faire loin des éoliennes, à plusieurs kms. Et dans ce cas on est devant une situation d'externalisation d'une mesure compensatoire par rapport au site du projet, or une mesure compensatoire se doit de concerner la zone impactée. Donc la mesure ne semble pas forcément pertinente.

Il est aussi à noter que l'étude écologique utilise des comparaisons entre les différentes causes de mortalité des oiseaux (parois vitrées des immeubles, lignes électriques, prédateurs par les chats, ...) pour minimiser l'impact des éoliennes. Ces comparaisons nous semblent tout à fait inopportunes. Certes il ne s'agit pas de nier ces causes, mais comparer des choses incomparables n'est pas pertinent, comment mettre en face les unes des autres ces causes si différentes sans faire d'abord un rapport proportionné (surfaces vitrées/longueurs des lignes électriques HT, THT, ... et espaces occupés par des éoliennes...) ?



En conclusion le GON considère que le projet en l'état n'est pas acceptable.

Christian Boutrouille et Gaëtan Cavitte, GON.

	<p>CARTE DES REPRODUCTIONS CERTAINES du BUSARD CENDRE de 2009 à 2020 Source GON /SIRF.</p> 	
50A	<p>Alcaraz</p> <p><i>Je soussigné M. Gilbert ALCARAZ demeurant 51, av du 8 mai 1945 à Auberchicourt déclare mon opposition à l'installation du projet éolien d'Ostrevent. Il est prouvé depuis très longtemps la nocivité pour la population et aussi les nombreux dommages de ce type de matériel de plus au niveau sonore de l'usage de machines enfin à la santé de la campagne. J'ajoute aussi une campagne qui a fait fuir de nombreux habitants.</i></p> <p><i>Fait à Auberchicourt le 18/12/2020</i></p> <p><i>Hubert DERIEUX</i></p>	
51M	<p>DELMOITE Isabelle Départ d'un courrier le 18/12/2020 Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p> <p>① Lettre annexé au rapport le 18 décembre 2020</p> <p>DELMOTE Isabelle 39 rue du Moulin Blanc Prolongée 59165 AUBERCHICOURT</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p> <p>Auberchicourt, le 18 décembre 2020</p> <p>Je vous prie de trouver la projection de mon habitation avec les 6 Eoliennes que vous souhaitez installer. Nous avons choisi d'habiter la campagne dans un ancien corps de ferme complètement isolé pour bénéficier d'une pleine nature et non pas de la vue de ces horreurs que nous ne manquerons pas de voir et d'entendre de jour comme de nuit étant donné la proximité de ces machines.</p> <p>La valeur immobilière de cette maison va baisser d'au moins 50%... Quelle personne normalement constituée voudrait acheter ce bien en pleine campagne pour avoir cette vue ? Quels dédommagements financiers avez-vous prévu pour compenser cette perte ?</p> <p>Je suis absolument contre l'implantation de ces éoliennes à cet endroit. N'y a-t-il pas d'autres endroits plus adéquats, sans nuisance pour les riverains ? De plus, je me permets de vous signaler qu'aucune étude n'a été effectuée pour évaluer les nuisances sonores et tous les autres impacts.</p> <p>Bien cordialement</p> <p><i>Isabelle Delmote</i></p>	

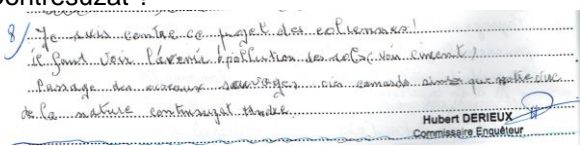
	<p>re à 60° : pour une vision à «taille réelle», tenir le document à 35-40cm du regard</p> 	
52M	<p>18/ M.D.I.N.E. Ph. Lipp. 7 rue des Langes - 19254 Monchevaux dép. d'un courrier le 18.12.2020</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p> <p>18/ Révisé au registre le 18/12/2020</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p> <h3>L'implantation d'éoliennes sur Monchevaux et les environs</h3> <p>Les éoliennes font partie de l'écologie, les paysages aussi.</p> <p>Il est vrai que les éoliennes font partie du domaine écologique et l'écologie est très convoitée en ces temps modernes très pollués mais aussi face à l'épuisement de nos ressources. Toutefois il faut savoir les implanter dans des zones peu peuplées avec d'immenses plaines.</p> <p>Dans des secteurs très peuplés comme le Douaisis ou le Valenciennais où les communes sont très proches les unes des autres (moins de 3km entre elles), il n'est pas très esthétique d'avoir des champs d'éoliennes.</p> <p>Impact visuel</p> <p>Il faut reconnaître qu'un mât d'éolienne, ce n'est pas très esthétique (rien à voir avec la Tour Eiffel ou la Tour de Pise). Avoir des mâts de 150m va détruire notre paysage et cela pendant 25 ans minimum.</p> <p>Impact sonore</p> <p>Il est déjà prouvé dans les études et avant même leur implantation qu'elles seront gênantes puisque le niveau sonore dépassera le seuil autorisé obligeant à brider les machines avant même leur mise en service.</p> <p>Impact sur la faune locale et de passage</p> <p>Le Nord est reconnu comme terre de transition pour de nombreuses espèces d'oiseaux migratoires et ces derniers ne voient pas les pales tourner, ce qui provoque une hécatombe très importante de la faune.</p> <p>Région</p> <p>Vous n'êtes pas sans ignorer que la Région s'oppose officiellement à tous les projets éoliens en Hauts de France.</p> <p>Les Hauts de France, c'est 8% du territoire national et pourtant 27% de la production d'électricité d'origine éolienne. Trop c'est trop. Sauvons nos paysages.</p>	

53M	<p>19/ POLLARD RENE 6 rue Valentin B... cont. le projet pour au site éolien des portes Les Aménages et la mise en forme. Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p>	
54M	<p>20/ HOYAU - David 33 rue VARECK-ROUSSEAU 69234 MONCHECOURT cont. la schémas de l'œuvre de la naissance sans d'ailleurs de la mise en forme partiellement avec de courants "cont. Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p>	
55M	<p>- 10 - 21) Pour de prendre en compte les prescrip- tions du décret du S.C.T. de la zone d'avis notamment sur la base de la V.D. et Bilan est la note Vale de l'évaluation d'impact fait par la D. de la zone à l'échelle régionale constate la présence de V.D. dans la zone projetée depuis son de projet la complétude à 60% de la zone 8242 est une V.D. de la zone de la zone la zone à proximité de la zone d'impact de la zone ou au sein de la zone de la zone pour la zone la zone de la zone notamment pour la zone de la zone l'analyse de la zone.</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p>	
56M	<p>22) Jean-Louis LAMOTTE dépose ce vendredi 13 décembre 2020 une réponse sur le projet éolien à ajouter sa réponse au registre d'enquête publique (2 feuilles). Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p> <p>22) annexe au registre le 14/12/2020 (2 feuilles) Plan Climat : émissions de gaz à effet de serre et réchauffement climatique.</p> <p>Préambule. « Pour construire les turbines éoliennes, les panneaux solaires, ces éléments qui transforment le vent, les rayons du soleil, en électricité, il faut des métaux rares. En l'état actuel des connaissances, le monde a des réserves pour 15 ans principalement situées en Chine (NB le temps de vie d'une éolienne avant qu'elle ne devienne obsolète est de 15 à 20 ans). » Antoine Le Solleuz, Directeur des études de l'Ecole des Mines de Nancy Revue Pour l'Eco - décembre 2019</p> <p>En 2018, selon le dernier bilan du Réseau de Transport d'Electricité (RTE) 71,6% de l'électricité produite venait de l'électricité fournie par les centrales nucléaires, énergie la plus décarbonnée. Une centrale nucléaire française émet 6g de CO₂ pour produire 1 kWh, selon l'Agence de l'Environnement et De la Maîtrise de l'Energie (ADEME), EDF et le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA). Pour l'éolien c'est 10g de CO₂ pour produire 1 kWh. Pour le solaire c'est 32g de CO₂ pour produire 1 kWh.</p> <p>La Loi Energie Climat du 8 novembre 2019 (LEC) fixe la part des énergies renouvelables en France à 33% de la production énergétique totale à l'horizon 2030 (actuellement, elle est de 18%).</p> <p>Concilier économie et écologie est souhaitable, opposer nucléaire et énergies dites « vertes » est un non-sens; elles sont complémentaires.</p> <p>Analyse de la pollution aérienne engendrée par l'implantation d'éoliennes, en plus aux portes de nos villes et villages. Prenons notre cas du projet de parc éolien Emerchicourt-Auberchicourt- Monchecourt (Parc Ostrevant Douaisis Pôle 1), qui doit se joindre au Parc Ostrevant Valenciennois Pôle 2. Il est piloté par le poste électrique source d'Hordain, les deux Postes De Livraison (PDL) étant installés sur le territoire d'Emerchicourt. Ce parc devrait produire 58 132 MWh (M pour Mega, sachant qu'1 MWh c'est 1 million de Wh donc 1 000 kWh, à raison de 10g par kWh). 1 MWh émettra 10 kg de CO₂, soit 581,32 tonnes de CO₂ par an pour l'ensemble du parc. Ces 581 tonnes de CO₂/an, émises dans l'atmosphère, pourraient être neutralisées dans l'atmosphère par une forêt. Sachant qu'un arbre de 5m peut absorber l'équivalent de 5 tonnes de CO₂, il faudrait qu'il y ait à proximité 116 arbres plantés de ce volume pour chaque année de production. Or, quand on regarde une carte précise du secteur, il n'y a aucun boisement dans l'environnement immédiat du parc. Seul le terroir Sainte-Marie au nord de la conurbation Auberchicourt-Aniche est une partie boisée relativement importante.</p>	

	<p>22/ aussi au registre le 18/12/2020</p> <p>N'oublions pas que seule la plantation massive d'arbres permet de lutter contre l'effet de serre, pas l'implantation à grande échelle d'éoliennes, surtout pour ce qui nous concerne sur un espace restreint. L'Académie de Médecine avait préconisé une implantation à 1 500 mètres des habitations mais seuls 500 mètres ont été retenus ...</p> <p>Rappel des incidences de l'effet de serre sur la pollution atmosphérique. Le dioxyde de carbone CO₂, le méthane CH₄ et le protoxyde d'azote N₂O (transport routier) sont les trois principaux gaz à effet de serre qui sont des facteurs participant au réchauffement climatique. Ces gaz restent très longtemps dans l'atmosphère : ils provoquent le réchauffement climatique. Plus il fait chaud, plus la formation d'ozone s'accroît. L'ozone (O₃) est un gaz d'odeur forte et pénétrante.</p> <p>Conclusion. Ceci est la réflexion d'un simple citoyen dont la qualité de vie et la santé sont déjà impactées par le trafic routier et les usines, plus ou moins polluantes, situées à proximité. De plus l'attractivité du village en pâtit déjà (chute du nombre d'habitants, projets de lotissements avortés, etc.).</p> <p>Emerchicourt, le 18 décembre 2020 Annexé au registre et déposé à Monchecourt ce jour.</p> <p> J-L LAMOTTE</p> <p> Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p>	
57M	<p>23/ 3 pages de commentaires au sujet du projet des éoliennes. En réponse aux 6 pages de pétition pour refus du projet. Hubert DERIEUX</p> <p>Document déposé le 18/12/2020</p> <p>DERNIERES REFLEXIONS AU SUJET DU PARC EOLIEN DE L'OSTREVENT Trois pages de commentaires et 6 pages de signatures</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p> <p>Monsieur le Commissaire Enquêteur, nous avons au sein de notre collectif fait la récapitulation des contributions de la population qui a bien voulu y participer au 17/12 matin : il y avait 45 réponses dont 37 défavorables au projet et 8 favorables au projet. Restent deux jours, mais les chiffres parlent d'eux-mêmes soit 82% d'opinion contraire. Et nous vous remercions que nous sommes en période de crise sanitaire : le bon sens aurait voulu que cette Enquête soit décalée. Nous espérons qu'elle le sera.</p> <p>Plusieurs interventions, très riches en informations doivent être reprises :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Celle de MR LE PRÉSIDENT DE RÉGION X.BERTRAND qui dans une interview sur FR3 s'inquiétait déjà de la densité excessive des implantations d'éoliennes dans notre région (35 % du parc national). Lui voudrait que soient encouragés d'autre E.N.R. (l'hydraulique, l'hydraulique, le solaire, la méthanisation). Une lettre vous a d'ailleurs été personnellement envoyée, vous faisant part de l'opposition du Conseil Régional à ce projet 2) Celle de MR LE DÉPUTÉ BRUNEEL qui vous rappelle les conditions dans lesquelles se déroule l'enquête, en pleine période de pandémie et de confinement. Il demande à Mr Le Préfet et à vous-même de repousser la dite enquête ce qui permettrait un véritable débat démocratique. 3) CELLE DE MME KIEFFER (rapport de 6 pages inclus au dossier en P.J.) résumé ainsi : encore un projet où l'argent est privilégié au détriment de l'environnement, de la biodiversité, de la santé des riverains et des animaux. La motivation des élus portant essentiellement sur les retombées financières leur permettant de réaliser d'autres projets communaux ou communautaires ; Mais en réalité, le plus grand bénéficiaire sera le promoteur. 4) CELLE DE MR FAUVEL au sujet du démantèlement : en résumé les promoteurs n'achètent jamais les terres préférant signer des baux emphytéotiques. La maison mère laisse agir sa filiale au capital de quelques dizaines de milliers d'euros mais dans 20 ans ces filiales ne seront plus là. (coût d'un démantèlement par éolienne environ 400.000 euros la provision par éolienne est de 50.000 euros, cherchez l'erreur !). Le promoteur étant souvent en arrêt d'activité, il n'y aura pas de démantèlement total et donc 1500 tonnes de béton resteront sur place (pollution du sol). 5) CELLE DE MR LAMOTTE J.L. qui présente un résumé technique du projet : les éoliennes sont prévues dans un micro secteur de petites campagnes réduites avec présence d'habitations isolées ou de hameaux. Le plateau est bien choisi mais 	

	<p>manque d'espace. L'implantation n'est pas idéalement choisie: proximité de routes, de plantations et d'habitations.</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p> <p>2</p> <p>6) CELLES DE MR BOURIEZ rappelant que le projet était connu des élus depuis 2014-2015 (selon les écrits de Boralex, le promoteur canadien). L'absence de réunions publiques informatives et donc de débats à Auberchicourt sont contraires à la bonne marche d'une démocratie. Il en va de même du secret dans lequel les réunions préparant les décisions ont été prises. D'autre part, le projet dénaturant fortement le paysage, ne serait-il pas plus judicieux de développer le photovoltaïque sur les toits de toutes les collectivités publiques ? Les Français garderaient ainsi la main sur une production d'électricité « verte », garantie d'une certaine indépendance énergétique stratégique et du respect des engagements pris notamment lors des Accords de Paris. Mais l'heure est à « la libre circulation des biens et des personnes »</p> <p>« dans une « concurrence libre et non faussée » ainsi qu'aux traités commerciaux internationaux, au détriment souvent de la volonté des peuples. La France ne serait-elle plus capable, sans dépendre d'investisseurs étrangers, de se doter d'outils plus performants que d'éoliennes modèle « Poul de La Cour » sûrement obsolètes ?</p> <p>7) MME VEROVE riveraine (6 pages dans un ton très émouvant) qui relate qu'aucune information, ni visite ni concertation avec le promoteur ou la municipalité sur le projet n'a eu lieu. Cette personne et ses voisins habitant à l'extérieur de la ville sont venus chercher la nature et le calme mais vont être les premiers à avoir des nuisances. En plus elles n'ont pas le même confort qu'en ville: éclairage défaillant ou absent pas de raccordement aux égouts ni au gaz de ville, et des chaussées plus ou moins dégradées.</p> <p>8) QUESTIONS posées par les résidents de Monchecourt rue d'Emerchicourt : 2 pages de doléances qui demandent réponses malgré une réunion à la mairie de MONCHECOURT en octobre 2020.</p> <p>9) les observations techniques de Mr LOURDAUX à Monchecourt: il relate entre autre que le gainage des câbles allant au poste de collecte transportant l'électricité a été posé dans le pavage allant de Monchecourt vers Emerchicourt courant 2020. IL N'EST PAS NORMAL DE COMMENCER LES TRAVAUX CONNEXES AVANT L'ACCORD DU PRÉFET SUR L'ÉRECTION DE CE FUTUR PARC</p> <p>10) INTERVENTION DE LA FÉDÉRATION DES CHASSEURS DU NORD ET DE MR MARCANT PRÉSIDENT DES HUTTIERS DE LA SENSÉE : ceux-ci parlent de catastrophe sur l'impact écologique de l'avifaune. La vallée de la Sensée est à proximité, et le projet se situe dans un couloir de grande migration. N'oublions pas que les chasseurs font déjà beaucoup d'efforts de gestion pour garder un capital gibier pour le plaisir de tous. Si ce projet est approuvé la Fédération des chasseurs se positionnera sur ce dossier</p> <p>11) INTERVENTION DE MR WALKER JEAN: il s'interroge sur la proximité des futures éoliennes à Emerchicourt, d'un I.M.E. géré par les Papillons Blancs ce type</p> <hr/> <p>d'établissement est de ceux auxquels une attention particulière doit être apportée lors de chantiers éoliens, vu les nuisances qu'ils entraînent. On remarquera d'ailleurs qu'aucune pièce émanant de L'A.R.S (agence régionale de santé) n'est présente dans le dossier. Il s'interroge aussi sur le « bridage » promis par le promoteur car dans beaucoup d'autres cas la promesse n'est pas tenue ex: champs éoliens d'ECHAUFFOUR dans l'Orne</p> <p>3</p> <p>EN CONCLUSION</p> <p>ce projet rencontre l'opposition de 82 % des participants consultés. Nous joignons également au dossier quelques pages de pétitionnaires (130 personnes) hostiles au projet par manque de garanties. Ce nombre de personnes aurait été beaucoup plus élevé dans des conditions normales merci aussi aux communes limitrophes du projet qui, par leur désaccord, nous renforcent dans notre action</p> <p>Le collectif</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p> <p>Annoté au 16/12/2020</p> <p>Joint Pétition en pièce annexe</p>	
58M	<p>24/12/2020</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p>	

	<p>24</p> <p>En définitive, que penser de ce projet éolien pratiquement déjà ficelé.</p> <p>Face à l'épuisement des énergies fossiles et des pollutions qu'elles entraînent, les énergies dites renouvelables sont une piste à explorer bien sûr.</p> <p>La France s'est engagée sur l'objectif de neutralité carbone en 2050. Cependant, l'effort demandé aux Français est dès lors disproportionné : dans le classement des pays pollueurs, nous n'occupons qu'une place infime loin, très loin des USA, de la CHINE et d'autres. et on assiste à une multiplication anarchique de ces parcs éoliens qui dégradent par leur densité nos paysages familiers en particulier dans les Hauts de France.</p> <p>Cette politique va de pair avec la privatisation des moyens de production et des entreprises d'État (dont EDF) grâce auxquelles, pourtant, la France a retrouvé son rang de « grande nation » au sortir de la IIème guerre mondiale. EDF découpée en plusieurs autres entités, essaie de faire face dans « une concurrence libre et non faussée » (Art.1 de la Constitution Européenne) aux entreprises privées, dotées de confortables capitaux, notamment les fonds de pension américains ou autres. Chacun sait que le but de ces entreprises privées est d'enrichir ses actionnaires. Les consommateurs paieront leur électricité beaucoup plus cher (voit EPEX SPOT à ce sujet) Peu importe le reste ! c'est notamment le cas de BORALEX, qui sous couvert de sociétés « écrans », se taille la plus grande partie des implantations d'éoliennes. Il faut savoir que son vice Président fait partie d'un cercle de conseillers qui gravite autour de nos ministres Borne et Wargon. Ça facilite !</p> <p>Aveuglés par le débat « pour-contre » « avantages-inconvénients » les uns et les autres oublient cela. De la dépendance aux énergies fossiles, nous passerons à celle des décideurs privés, notamment étrangers. Dépendance assumée par nos politiques (rappelez vous qu'ils sont passés au dessus de la voix du peuple lors du référendum de 2005 puis du Traité de Lisbonne, plus la signature de traités commerciaux quasi secrets), mondialisation oblige !</p> <p>Alors non aux prédateurs comme BORALEX, avides de profits maximaux qui défigurent nos paysages</p> <p>et aux chauds partisans de ces éoliennes surannées de type « Poul La Cour » je signale qu'il existe d'autres solutions : les turbines de Darrieux, ingénierie, les mats à aspiration Malavard, ingénierie, sans oublier les panneaux photovoltaïques dont le rendement augmente d'année en année. (pourquoi ne pas en mettre sur les toitures des bâtiments)</p> <p>Document annexé au registre 18/12/2020 Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur Bouvier</p>	
59M	<p>15/12/2020 Lettre de Monsieur J. Tison au sujet de l'installation du Nord de 18/12/2020 annexée au registre au même jour</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p> <p>JEAN-LOUIS TISON 153 rue Gabriel Péri 59165 AUBERCHICOURT</p> <p>LE 22 NOVEMBRE 2020</p> <p>A MONSIEUR LE PREFET DU NORD BUREAU des INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION de l'ENVIRONNEMENT</p> <p>Objet : demande de report Enquête Publique.</p> <p>Je vous écris, en qualité d'habitant de la commune d'AUBERCHICOURT, membre de l'Association foncière de remembrement et Président de la Société de chasse locale et Secrétaire du GIC PERDRIX DU DOUAISIS (regroupant une quinzaine de communes du DOUAISIS), pour contester la validité d'une Enquête Publique en plein confinement.</p> <p>La peur de se déplacer peut engendrer une participation pratiquement nulle et donc peu d'opposition et pour les personnes favorables une force de propositions.</p> <p>Les hasards de la vie font que cette Enquête tombe mal avec la crise sanitaire liée au COVID 19. Est-ce la démocratie de faire passer un projet si important qui risque d'apporter plus de nuisances que de profit ? Les 3 communes concernées disposent que de petits territoires où cette réalisation risque de défigurer la campagne, provoquer une mortalité importante pour les oiseaux migrateurs et les rapaces et faire disparaître la faune existante autour de ces éoliennes, ne parlons pas des nuisances sonores ou du dérèglement du système nerveux des animaux d'élevage. De plus la REGION et son président Mr Xavier BERTRAND n'est pas favorable à ces nouvelles implantations.</p> <p>C'est pour cela que je m'adresse à vous, à mon Maire Mr GREVIN, et au 2 autres Maires concernés pour reporter cette Enquête Publique à une date plus appropriée tenu compte des événements et d'organiser, avant, des réunions avec le promoteur privé qui prouve de l'intérêt d'un tel projet et malheureusement des conséquences sur le biotope existant.</p> <p>En espérant que ma démarche retienne votre attention, veuillez agréer Monsieur le PREFET ma considération distinguée et mes remerciements anticipés.</p> <p>Jean- Louis TISON</p>	
60E	<p>Gérard et Canonne</p> <p>17/12/2020 Mon pour l'implantation du parc éolien sur ma commune d'Emerchicourt Stéphane Canonne Emerchicourt</p> <p>Hubert DERIEUX Commissaire Enquêteur</p>	

61E	<p>Contresuzat ?</p> 	
-----	--	--

Pétition :



MonchecourtPETITI
ON.pdf

3 – Le commissaire enquêteur

Questions du commissaire enquêteur	Réponse du pétitionnaire
1 - Justification du projet retenu (emplacement) pourquoi la variante 3 plus de précision	
2 – Pourquoi retenir un parc en grappe alors qu'il n'y a pas de parc existant à proximité ? = contradiction dans le choix	
3 – Non-respect de la variante 3 pour l'emplacement de E5 ? Dans la variante 3, cette éolienne est implantée plus loin des habitations	
4 – Comment a été déterminé la distance de 507 m pour la E5 (la MRAE reprend 204m) c'est une distance à l'habitation ou en limite de propriété ? cette éolienne pourrait-elle être déplacée en restant sur la même parcelle donc même propriétaire	
5 – Acoustique = bridage à la mise en service pourquoi attendre 6 mois ?	
6 – Bridage pour chiroptère sera activé dès la mise en service ?	
7 – Déplacement demandé par la MRAE des E2 et E6 : maintien des emplacements dans la réponse Un déplacement est-il envisageable ?	

8 – L'axe du cimetière d'Auberchicourt serait plutôt en direction du parc éolien	
9 – Acoustique : le bruit se déplace-t-il dans le sens du vent ? porté par le vent : Monchecourt serait alors plus ou moins protégé ? Par contre le hameau d'Emerchicourt où se trouve un IME ne serait-il pas plus impacté ?	
10 – Je n'ai pas trouvé de compte-rendu des COPIL 1 et 2 ??	
11 – Quels participants ont assisté aux réunions de COPIL ?? Pas de liste des présents ?	
12 – Ces comités de pilotage ont-ils recueilli une certaine adhésion ou acceptation du projet de la part des participants ?	
13 – Il aurait été intéressant de monter un photomontage à partir d'une vue au château d'eau au bout de la rue d'Emerchicourt vers l'éolienne E5. Cette éolienne n'apparaît pas sur le photomontage 19.	
14 – Pourquoi le photomontage du terroir St Roch est-il de si mauvaise qualité ? page 307 et 375	
15 – Avec un rotor de 117m de diamètre les éoliennes 4, 5 et 6 ne sont-elles pas trop proches à une distance de 500m environ les unes des autres ? (effet de turbulence éventuelle) les éoliennes n'étant pas alignées.	
16 – Quelle est la date du comptage effectué à 1893 véhicules/jour ? Ne serait-il supérieur à 2000 aujourd'hui où en cours d'exploitation ?	
17 – Avec un retrait de 58,5 mètres par rapport à la voie, l'extrémité des pâles va venir effleurer l'accotement de la route. N'y a-t-il pas un risque de provoquer des accidents par effet de surprise ou de distraction ?	
18 – La route départementale 47 est une voie structurante. Un recul de 75 mètres n'aurait-il été plus sécurisant ? Est-il envisageable de déplacer ces deux éoliennes à cette distance ?	
19 – La Direction de la voirie départementale a-t-elle été consultée concernant les implantations d'éoliennes avec plateforme jouxtant la RD 47 ?	

20 – Lors de la phase travaux les divers éléments sont-ils stockés sur les plateformes ou entreposés à un autre endroit nécessitant d'utiliser d'autres chemins que ceux prévus pour l'accès aux plateformes ?	
21 – Quelle est la position de la société Les vents du Douaisis (Boralex) par rapport à l'avis défavorable de l'architecte des bâtiments de France ?	

Le commissaire enquêteur souhaite une réponse sous forme de mémoire en réponse dans les meilleurs délais et au plus tard en respect des textes réglementaires pour le 11 janvier 2021 par courrier à son domicile :

Hubert Derieux 29 boulevard de la liberté Résidence Belfort 59400 CAMBRAI

A Cambrai, le 26 décembre 2020

Hubert DERIEUX commissaire enquêteur